



tic&société

Vol. 3, n° 1-2 | 2009
TIC et diasporas

Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs

Tristan MATTELART



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/600>

DOI : 10.4000/ticetsociete.600

Éditeur

Association ARTIC

Référence électronique

Tristan MATTELART, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *tic&société* [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 20 avril 2019, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/600> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.600

Licence Creative Commons

Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs

Tristan Mattelart

Professeur à l'UFR Culture et communication, Université Paris VIII
Chercheur au Cemti, EA 3388
2, rue de la Liberté, 93526 Saint Denis cedex
tmattelart@club-internet.fr

Tristan Mattelart est professeur de Communication internationale à l'UFR Culture et communication de l'Université Paris VIII et chercheur au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (Cemti). Il est notamment l'auteur du *Cheval de Troie audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières* (Pug, 1995), et le coordonnateur de *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers Monde et audiovisuel sans frontières* (Ina-De Boeck, 2002), ainsi que de *Médias, migrations et cultures transnationales* (Ina-De Boeck, 2007). Il dirige actuellement un projet de recherche collectif, « Mediamigraterra », portant sur le thème des « Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen », financé, en 2008-2011, par l'Agence nationale (française) de la recherche (ANR).

Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs

Résumé

Dans quelle mesure les technologies de l'information et de la communication (TIC) permettent-elles aux diasporas de rester en contact avec leurs proches demeurant au pays ou avec les réalités de ce dernier ? Jusqu'à quel point internet offre-t-il à ces populations un moyen de faire entendre leurs voix dans leur pays de résidence, ou d'agir à distance dans leur pays d'origine ? La deuxième moitié des années 1990 a vu émerger une littérature, qui n'a cessé de croître, consacrée aux rapports complexes que nouent les diasporas avec les TIC, organisée, pour une large part, autour de ces interrogations. L'objectif de cet article est d'analyser, avec une perspective critique, cette littérature pour en cerner tant les apports que les limites.

Mots-clés : Diaspora, transnationalisme, TIC, internet, téléphone portable.

Abstract

To what extent Information and Communication Technologies (ICTs) allow diasporas to stay connected with their relatives who have stayed behind, or with the realities of their home country ? How these populations use Internet in order to get their voices heard in their host country as well as in their homeland ? Since the second half of the 1990s, a growing literature has developed, that studies the complex relations existing between diasporas and ICTs, and which is largely organized around these questions. The aim of this paper is to analyze, with a critical perspective, this literature to assess both its strengths and limits.

Keywords : Diaspora, transnationalism, ICTs, Internet, mobile phones.

Resumen

¿ En qué medida las tecnologías de la información y de la comunicación (TIC) permiten a las diásporas mantener contacto con las familias que dejaron atrás, o con las realidades de su país de origen ? ¿ Hasta qué punto

Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication

esas poblaciones utilizan Internet como medio para expresarse y hacerse oír tanto en su país de residencia como en su país de origen? Desde la segunda mitad de los años 1990, se desarrolló una importante literatura académica, dedicada a las complejas relaciones que mantienen las diásporas con las TIC, y que se articula en torno a estas cuestiones. El objetivo del presente artículo es analizar, bajo una perspectiva crítica, esta literatura, para destacar tanto sus contribuciones como sus límites.

Palabras clave : Diáspora, transnationalismo, TIC, internet, teléfono móvil.

Introduction

Les travaux sur les diasporas se sont imposés, depuis la fin de la décennie 1980, dans le monde académique anglophone, comme l'un des principaux laboratoires à partir desquels sont cernées les transformations socioculturelles que produisent les logiques de mondialisation. Selon cette optique, les diasporas, par leurs constantes négociations culturelles, sont à bien des égards emblématiques d'un globe où les identités culturelles sont en réinvention permanente sous la force des flux transnationaux.

Coïncidant avec la montée en puissance d'internet, l'attention nouvelle portée à la question des diasporas a suscité, depuis la deuxième moitié des années 1990, le développement d'une littérature de plus en plus importante, consacrée aux rapports complexes que nouent ces populations avec les technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'objectif du présent article est de retracer de façon critique l'émergence progressive de ce champ de recherche dédié à la relation qu'entretiennent les diasporas avec les TIC – un champ largement interdisciplinaire, encore en friche, auquel donnent corps par leurs travaux des sociologues, des anthropologues, des géographes, ainsi que des chercheurs en sciences de l'information et de la communication. Il s'agit, après avoir interrogé la notion de diaspora, d'analyser les principaux textes ayant été publiés au sein de ce champ, pour en cerner tant les apports que les limites¹.

1. Diasporas, flux transnationaux et cultures hybrides

La destinée de la notion de diaspora est paradoxale. Ayant servi pendant des décennies à décrire un certain type d'expérience migratoire, caractérisé avant tout « par l'idée de maintien et de continuité » d'une culture et d'une identité en dépit de la dispersion, elle en est venue, à l'orée des années 1990, à désigner tout son contraire : l'avènement de cultures et d'identités hybrides, placées

¹ Le présent article reprend des éléments de réflexion développés dans le cadre d'un projet de recherche collectif, placé sous ma direction, « Mediamigraterra », portant sur le thème des « Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen », financé, en 2008-2011, par l'Agence nationale (française) de la recherche (ANR).

d'avantage sous le signe du mélange que de la continuité (Chivallon, 2006, p.16 ; voir aussi Dufoix, 2003).

Les *Cultural Studies* britanniques ont, sous l'égide de Paul Gilroy et de Stuart Hall, joué un rôle central dans cette transformation du sens donné au mot de diaspora. Après l'avoir dépouillé de ses significations précédentes, ces auteurs ont en effet érigé le terme en antidote aux conceptions essentialisées de l'identité nationale².

Écrivant à la fin des années 1980, dans le contexte d'une Grande-Bretagne aux fortes tensions sociales, où les discours publics valorisent les composantes anglaise et blanche de l'identité britannique, à l'exclusion de toute autre, les deux chercheurs dénoncent alors la manière dont les minorités noires sont présentées comme étrangères à la nation britannique. Cette conception de l'identité nationale n'est néanmoins pas tenable, défendent Paul Gilroy et Stuart Hall, dans un pays, ancien empire colonial, qui, dans la période post-coloniale, est confronté à l'arrivée des ex-colonisés, et de leurs cultures, en son sein. Ce qui contraint à rompre avec les notions d'identité utilisées jusque-là, postulant l'existence de nations « culturellement homogènes » (Gilroy, 1987, p.59).

Délaissant les cadres de réflexion aux unités d'analyse éminemment nationales employés pour penser les identités et les cultures, Paul Gilroy et Stuart Hall vont dès lors esquisser des théories qui mettent l'accent sur le caractère essentiel que revêt la circulation transnationale dans leur formation. Le modèle culturel qu'ils ont en tête est celui des musiques noires qui, provenant d'Amérique ou de la Jamaïque, fournissent aux Noirs de Grande-Bretagne – ainsi qu'à de vastes segments de la jeunesse britannique – « des matériaux bruts pour des processus créatifs » à l'issue desquels ces musiques sont réappropriées, adaptées aux spécificités britanniques, donnant naissance à de nouvelles formes culturelles « syncrétiques », avant de franchir à nouveau l'Atlantique et de redonner naissance à des logiques d'adaptation (Gilroy, 1987, p.154-156).

Dans la continuité de ces analyses, la notion de diaspora va être convoquée par les *Cultural Studies* pour désigner les dimensions nécessairement syncrétiques des identités et cultures contemporaines, à l'image des musiques circulant au sein de ce que Paul Gilroy nomme « l'Atlantique noir » (Gilroy, 1993). La notion est utilisée par Stuart Hall, « métaphoriquement, non littéralement », pour désigner une conception de l'identité « définie non par l'essence ou la pureté, mais par la reconnaissance d'une nécessaire hétérogénéité et diversité [...] ; par l'hybridité » (Hall, 1990, p.235). En temps de mondialisation, les identités culturelles doivent, presse-t-il, être pensées, à

² Pour une analyse plus complète de ces questions, on se reportera à Mattelart, 2007.

l'image de celles des diasporas, comme « n'étant pas définies une fois pour toutes, [...] comme étant toujours en formation [...], en construction », comme se redéfinissant en permanence sous l'effet, en particulier, des apports extérieurs (Hall, 1991, p.42-44 et 47).

En même temps qu'ils déconstruisent les concepts d'identité et de culture nationales, soupçonnés d'essentialisme, ces travaux, en mobilisant la figure de la diaspora, mettent également au premier plan de l'attention scientifique la question de la circulation transnationale, tant celle des produits culturels que celle des populations.

Un glissement va ainsi s'opérer au début de la décennie 1990 qui voit la notion de diaspora d'abord changer de signification, et être investie d'une dimension plus large, jusqu'à englober l'expérience de l'ensemble des populations en mouvement, pour ensuite servir de point d'entrée pour une interrogation encore plus vaste sur le rôle des flux transnationaux dans le monde contemporain. Nul n'exprime mieux ce glissement que Khachig Tölölyan dans sa préface au premier numéro de la revue *Diaspora* qu'il a créée en 1991 et qui porte un sous-titre explicite : *A Journal of Transnational Studies*. Les diasporas y sont entendues de la façon la plus lâche : le terme recouvre désormais les réalités des « immigrés, des expatriés, des réfugiés, des travailleurs immigrés, de la communauté en exil, de la communauté à l'étranger, de la communauté ethnique ». Mais surtout, les diasporas y sont considérées comme « exemplaires de l'âge transnational » (Tölölyan, 1991, p.4-5).

Que les diasporas soient exemplaires d'un monde placé sous le signe des croissants flux transnationaux, c'est aussi l'argument que développe l'anthropologue d'origine indienne, Arjun Appadurai, dans son influent ouvrage, *Modernity at Large*, publié en 1996. Au cœur de sa pensée réside l'idée que les flux concomitants de médias électroniques et de populations jouent un rôle central dans le monde contemporain : en affranchissant l'« imagination » des individus des espaces locaux ou nationaux où elle était auparavant confinée, ces flux, avance l'anthropologue, participent à la « transformation des subjectivités quotidiennes » (Appadurai, 1996, p.10).

Arjun Appadurai établit un parallèle entre le rôle qu'a pu avoir la presse dans la formation des nations et celui qu'ont les médias électroniques dans l'avènement d'une ère transnationale. S'inspirant des analyses de Benedict Anderson, qui montre comment le développement de la presse écrite a pu, en offrant à ses lecteurs un sentiment d'appartenir à un ensemble national plus vaste, contribuer à donner corps à la « communauté imaginée » qu'est la nation (Anderson, 1996, p.18 et suivantes), Arjun Appadurai se penche sur la façon dont les moyens de communication électroniques, au travers des liens qu'ils

tissent par-delà les frontières, participent à la gestation d'un monde « post-national » (Appadurai, 1996, p.21-22).

Les publics diasporiques, ces groupes « en mouvement qui restent pourtant liés les uns aux autres à travers les moyens sophistiqués des médias », sont représentatifs de la multiplication des formes d'« affiliation transnationales », de ces formes d'identification échappant aux cadres nationaux, qui émergent avec la « médiation électronique ». Les médias audiovisuels – par le biais des cassettes audio, vidéo, des télévisions par satellite, ou d'internet – offrent effectivement de multiples moyens de relier les migrants à leurs pays d'origine et bien au-delà. Grâce aux médias et aux conversations qui s'engagent « entre ceux qui sont en mouvement et ceux qui restent », naissent des « sphères publiques diasporiques », considérées par l'anthropologue comme les « creusets d'un ordre post-national ». Et au sein de ces sphères, se développe un sens plus complexe, un sens plus « hybride de la subjectivité » des individus, conclut-il, car alimenté par les « mondes imaginés » convoyés par les images déterritorialisées et les récits des voyageurs (*ibid.*, p.4, 8, 10 et 41).

En mettant en cause les cadres de référence nationaux et en soulignant l'importance des flux transnationaux, ces écrits vont nourrir l'apparition, dans les années 1990, d'une nouvelle génération d'études sur les processus migratoires, études qui vont bientôt être regroupées sous le terme de « transnationalisme ».

S'ils partagent avec les recherches déjà évoquées le rejet des cadres d'analyse nationaux, les travaux sur le transnationalisme s'inscrivent aussi, comme l'expliquent trois anthropologues reconnues pour avoir contribué à donner naissance à cette perspective, Linda Basch, Nina Glick Schiller et Cristina Szanton Blanc, plus spécifiquement en rupture vis-à-vis de *migration studies* soupçonnées de privilégier dans leurs problématiques la question de « l'intégration des immigrés au sein des pays d'installation » (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p.3 et 8).

Tournant le dos à ces études, les recherches sur le transnationalisme, notent Linda Basch et ses coauteurs, s'intéressent à la manière dont les « immigrés forgent et maintiennent des relations sociales qui relient leurs sociétés d'origine et d'accueil ». Elles s'efforcent de cerner comment ces immigrés « agissent, prennent des décisions, développent des subjectivités et des identités au sein de réseaux de relations qui les rattachent simultanément à deux ou plusieurs États-nations » (*ibid.*, 1994, p.7-8).

D'autres définitions sont offertes du phénomène qui ne diffèrent pas beaucoup des précédentes. Ainsi, le transnationalisme renvoie-t-il, aux yeux des sociologues Alejandro Portes, Luis E. Guarnizo et Patricia Landolt, à « la création d'une communauté transnationale reliant les populations immigrées

dans les pays développés à leurs pays et villes d'origine respectifs » (Portes, Guarnizo et Landolt, 1999, p.217).

Si les contours du phénomène font l'objet d'un relatif consensus, les causes provoquent, elles, en revanche les plus vifs débats. Selon Alejandro Portes et ses collègues, la technologie est un facteur essentiel pour expliquer l'avènement des pratiques relevant du transnationalisme : « Transports aériens, téléphones intercontinentaux, communication par fax et courrier électronique fournissent tous l'infrastructure nécessaire pour l'émergence du transnationalisme à grande échelle » (*ibid.*, 1999, p.223).

À l'opposé, d'autres chercheurs condamnent sans appel cet argument pour son « déterminisme plutôt grossier » (Wimmer et Glick Schiller, 2002, p.322). L'augmentation « en nombre et en densité des interconnexions transnationales des immigrés » dans la période récente est, certes, largement « facilitée » par les progrès technologiques, mais elle n'en est pas le produit (Glick Schiller, Basch et Szanton Blanc, 1995, p.7). L'approfondissement de ces « interconnexions transnationales » résulte plutôt, dans cette optique, d'une part, de la situation de marginalisation socioéconomique ou politique dans laquelle vivent nombre de migrants dans leurs pays de résidence, qui les pousse à maintenir des liens avec leur pays d'origine, et, d'autre part, du besoin ressenti, dans celui-ci, de capitaliser les ressources que les migrants représentent (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994).

Au terme de ce parcours théorique, il faut souligner qu'en s'imposant progressivement comme une notion-clef pour comprendre le monde contemporain, le terme de diaspora a non seulement perdu beaucoup de sa « précision sémantique », mais aussi, et peut-être surtout, s'est vu doter de sens contradictoires qui rendent sa manipulation bien délicate : alors que dans certains écrits, « la diaspora continue d'être continuité », dans d'autres, elle est mobilisée, à l'inverse, pour « scander l'avènement [d']identités fluides » (Chivallon, 2006, p.17).

Cette tension qui sous-tend désormais la notion – entre le maintien des identités à distance et leur hybridation – traverse également les travaux consacrés aux relations qu'entretiennent les diasporas avec les technologies de l'information et de la communication.

2. Les technologies « visant à pallier l'absence » : de la lettre au téléphone

« Auparavant, la migration représentait une rupture radicale avec le pays d'origine », en raison, notamment, de « l'absence des formes de communication rapides ». « Plus récemment », grâce à la « révolution des communications », et en particulier grâce aux appels internationaux meilleur marché et aux « communications par ordinateur », les « migrants sont beaucoup plus à même de maintenir des liens forts avec leurs régions d'origine » (Hiller et Franz, 2004, p.734-735).

La même idée de rupture provoquée par l'avènement des nouvelles technologies qui habite les écrits d'Arjun Appadurai – le rôle inédit joué par la « médiation électronique » – ou ceux d'Alejandro Portes et de ses collègues – le transnationalisme rendu possible par le progrès technologique – traverse, comme on le voit dans cette citation, nombre de travaux portant sur les TIC et les diasporas, avec tous les soupçons de déterminisme qu'elle implique.

Rares sont les recherches qui notent l'ancienneté du recours par les diasporas, les émigrés, les migrants, les exilés aux « technologies de communication raccourcissant les distances ». Et pourtant, bien avant le développement des cartes téléphoniques prépayées ou d'internet, ces populations ont pu compter, comme le rappellent Michael Dahan et Gabriel Sheffer, sur la poste à cheval, le courrier maritime, par avion, le télégraphe, le téléphone, la radio, pour ne citer que quelques modes de communication, et pas forcément les plus anciens, pour rester en contact avec les territoires quittés (Dahan et Sheffer, 2001, p.86).

Encore plus rares sont les recherches qui analysent en profondeur l'usage par ces populations de ces « vieilles » technologies de communication. Celles qui existent dans ce domaine sont riches d'enseignements : elles illustrent de façon convaincante qu'il n'a pas fallu attendre la décennie 1990 pour voir les migrants s'efforcer de maintenir « des liens forts » avec les proches éloignés ou les pays d'origine.

L'une des rares études en la matière est un article de 1985, où le sociologue franco-algérien de l'émigration, Abdelmalek Sayad, décrypte minutieusement « l'ensemble d'instruments » que mobilise un groupe « pour pouvoir communiquer avec ses membres absents », ses émigrés. Le sociologue y montre en particulier comment les différents supports utilisés – messages oraux ou écrits confiés à des intermédiaires, lettres envoyées par la poste, messages

enregistrés sur cassette –, par leur complémentarité, « forment système » (Sayad, 1985, p.61).

Ainsi, les messages oraux transitant par des intermédiaires sont-ils conçus et ressentis comme une « conversation différée », une « sorte de conversation à distance (dans l'espace et dans le temps) ». Ayant la « vertu de l'oral », ils ont la préférence du groupe, à en croire Abdelmalek Sayad, en dépit de leurs contraintes : ils nécessitent de passer par un tiers pour « dire à l'extérieur [...] ce qui, idéalement, ne se dit et n'a à se dire qu'à l'intérieur de la famille ». En comparaison, la lettre écrite apparaît comme plus « individualiste », un acte plus « privé », bien que, là aussi, des tiers puissent venir « s'interposer » dans la relation – tel « celui qui écrit la lettre pour le compte de l'expéditeur et celui qui la lit pour le compte du destinataire ». Le message enregistré sur cassette, particulièrement prisé par les femmes, offre, lui, un support idoine pour l'expression des sentiments, favorisant « intimité, intériorité, affectivité, spontanéité, chaleur », en plus de garantir « authenticité et fidélité du message ». À tel point qu'il est considéré par le sociologue comme permettant « quasiment la négation (magique) de l'absence ou, si on veut, il assure, le temps de l'enregistrement, la "présence" magique de l'absent ». Il souffre néanmoins d'un important défaut : il « reste généralement unilatéral » (*ibid.*, p.63, 65, 71-72).

Parmi « les techniques visant à pallier l'absence » qui se sont développées avant la communication par ordinateur figure aussi en bonne place la téléphonie fixe. Une étude des usages sociaux du téléphone dans les foyers issus de l'immigration, menée dans une cité de la région parisienne, à Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines, auprès de familles originaires majoritairement d'Afrique, publiée en 1997, met en relief le caractère déterminant des « conversations avec la famille éloignée ». Ces conversations sont si importantes que les appels, à l'initiative généralement des émigrés, se déroulent, telle une cérémonie, de une à quatre fois par mois, dans le cadre d'« une réunion familiale dans la grande salle ». L'étude ajoute cependant un élément souvent absent des analyses louant le pouvoir qu'ont les télécommunications d'abroger les distances : le coût des appels et l'extrême vigilance qu'exercent en conséquence les familles à l'égard de leur facture téléphonique (Calogirou et André, 1997, p.194-196, 201-202).

Il ne s'agit pas ici d'esquisser une archéologie des usages des moyens de communication par les migrants – tâche des plus difficiles à réaliser –, mais de souligner que l'apparition des nouvelles technologies permettant d'améliorer les conditions de la communication à distance, plutôt que d'être pensée sous le signe de la rupture, doit être réinscrite dans une certaine continuité. Sans que ne soient naturellement sous-estimées les transformations à l'œuvre.

Qu'il faille envisager les usages des TIC par les migrants dans une certaine continuité tout en prenant en compte les transformations induites par l'évolution de l'offre technique, c'est ce que fait Dominique Pasquier dans une recherche sur l'usage du téléphone par des familles immigrées en France, originaires du Maghreb et d'Afrique noire pour la plupart, publiée quelques années après celle qui vient d'être évoquée. L'étude confirme l'intérêt que revêt le téléphone pour combler le « manque » que représente la famille quittée : la relation téléphonique y est même décrite comme « une relation à forte charge émotionnelle ». Son enquête fait apparaître les « mêmes inquiétudes » liées au coût des communications : « Comment payer la note ? ». Son travail montre néanmoins également bien l'apport que constituent pour ces populations les cartes prépayées, disponibles depuis la seconde moitié des années 1990, qui ont pour grand avantage « de réduire notablement les coûts d'appel » (Pasquier, 2001, p.185, 195, 197).

L'usage des cartes prépayées, qui permettent de téléphoner meilleur marché à l'étranger, va vite devenir pour nombre de migrants une voie de choix pour satisfaire ce que Dana Diminescu désigne comme « la compulsion de la proximité » qu'ils éprouvent – compulsion qui les pousse à « “chass[er]” toute situation avantageuse dans les systèmes communicationnels, fixes ou mobiles » (Diminescu, 2002, p.10)³.

Une poignée de recherches souligne l'intérêt, pour les migrants, des cartes prépayées. Le développement de ces cartes, coïncidant avec celui du portable – qui a facilité la diffusion du téléphone dans certaines terres d'émigration –, alimente, écrit Steven Vertovec, les « pratiques transnationales » des migrants. Auparavant sévèrement contraints par les coûts, ceux-ci peuvent désormais plus facilement « communiquer avec leurs familles à l'étranger sur une base régulière, si pas quotidienne ». S'il ne permet pas « de combler les déficits d'information et de communication associés à une séparation à travers de longues distances », le téléphone n'en opère pas moins, grâce à ces cartes, « comme une sorte de glue sociale » accroissant les connexions entre les migrants et leurs proches éloignés (Vertovec, 2005, p.220).

Le téléphone comme « glue sociale » pour les migrants. Tout se passe dans ce texte, et dans bien d'autres consacrés à la relation entre TIC et diasporas, comme si l'essor de nouvelles technologies, ou le meilleur accès à celles-ci grâce à des tarifs plus avantageux, s'accompagnait naturellement d'une amélioration des conditions de la communication au sein des groupes, et en particulier des familles, dispersés. C'est sans doute accorder trop d'importance

³ Voir également l'article que Dana Diminescu a coécrit avec Matthieu Renault dans le présent numéro.

à la technique et négliger le contexte dans lequel se déroulent les interactions sociales que celle-ci facilite. C'est en particulier oublier un peu vite que ces groupes sont traversés par des logiques de domination que n'abolissent pas, par enchantement, les nouvelles techniques, bien au contraire.

L'anthropologue Sarah J. Mahler s'inscrit en porte-à-faux vis-à-vis de ces travaux sur l'utilisation par les migrants des technologies dans lesquels la capacité de celles-ci à garantir une bonne communication au sein de la famille séparée est souvent « supposée », mais rarement « problématisée ». Or, dans les contextes transnationaux plus qu'ailleurs, « la communication ne peut être considérée comme donnée », mais doit être interrogée (Mahler, 2001, p.585).

Sarah J. Mahler n'ignore pas les apports des nouvelles technologies et leur aptitude à maintenir un lien à distance. « Les temps ont changé », note-t-elle en suivant les paysans salvadoriens de La Unión, région montagneuse largement enclavée à l'extrême est du pays, dans leur exil à Long Island tout au long des années 1990. Alors qu'au début de la décennie, les femmes restées au Salvador devaient attendre parfois des semaines pour lire une lettre de leur mari parti ou devaient marcher plusieurs heures pour recevoir, dans la ville, ou mieux, le couvent, voisins, après une longue attente, un court appel, en l'absence de toute intimité, elles peuvent, en 2000, pour certaines d'entre elles du moins, utiliser le portable que leur a acheté leur conjoint, cartes prépayées incluses, pour parler avec lui de une à deux fois par semaine. Ces couples, réunis par le truchement des ondes téléphoniques, bien qu'ils soient « toujours séparés physiquement », peuvent dorénavant, écrit l'anthropologue, « éprouver le sentiment de constituer une vraie famille » (*ibid.*, p.584).

Sarah J. Mahler ne sous-estime pas pour autant les « barrières » auxquelles sont confrontées les personnes qui « s'efforcent de maintenir des liens » en dépit de l'éloignement. Les coûts des communications, même avec les cartes prépayées, particulièrement pour les populations relativement pauvres étudiées, constituent à cet égard une barrière d'importance puisqu'ils contraignent à réduire le temps de parole, à condenser celle-ci, ce qui est source de « frustration » (*ibid.*, p.588, 605).

Au-delà, le téléphone, analyse Sarah J. Mahler, renforce la position de domination dans laquelle se trouvent les hommes émigrés, malgré leur statut socioéconomique précaire à Long Island, par rapport à leurs épouses. Ainsi, du fait de leur existence aux États-Unis, de leurs ressources et de leur accès élargi aux infrastructures de télécommunication, ils ont davantage de moyens d'utiliser le téléphone pour s'informer sur ce qui se passe dans leur village et sur ce que font leurs épouses, voire pour les surveiller, que celles-ci. « Les migrants, conclut l'anthropologue, qui jouissent de privilèges dans les communications

transnationales », sont les premiers à pouvoir en profiter. Les flux de communication reliant Long Island à La Unión tendent de cette façon à « aggraver les inégalités » existantes, en favorisant « les intérêts de certains acteurs aux dépens des autres » (*ibid.*, p.588, 609-610).

Les recherches menées par l'anthropologue Heather A. Horst, portant sur l'usage du téléphone portable par les Jamaïcains vivant en zone rurale, convergent largement avec ces perspectives. Elle souligne elle aussi tant les difficultés éprouvées, jusqu'au milieu des années 1990, par la grande majorité des Jamaïcains ruraux désireux de contacter leurs proches à l'étranger que les apports du mobile après cette date. Dans un contexte où il fallait, pour passer un appel international, se rendre dans un centre public, faire de longues queues pour ne pouvoir parler, au su de tous ceux attendant de faire de même, que très brièvement, à un prix prohibitif, l'arrivée du portable et des cartes pré-payées a été considérée comme une véritable « bénédiction ». Il devenait dès lors plus facile pour les parents de maintenir les liens avec les enfants quittés, pour les couples de continuer leur relation à distance, pour ceux demeurant au pays de demander en urgence, en cas de problème, des versements complémentaires d'argent (Horst, 2006, p.145-151).

L'auteur met également en relief les « fardeaux » attachés au portable. À commencer par le coût financier et l'énergie que leurs détenteurs doivent déployer pour être sûrs qu'il y aura « assez de crédit » pour pouvoir recevoir ou émettre des appels. De même, le mobile peut-il se muer, dans les relations familiales comme dans les relations amoureuses, en moyen d'assurer « une forme de surveillance plutôt qu'en moyen d'assurer une meilleure communication ». Enfin, le portable, parce qu'inséré dans les dynamiques de pouvoir qui se nouent au sein du champ migratoire jamaïcain, n'a fait qu'accroître la « dépendance » de ceux qui sont restés au pays à l'égard de ceux qui en sont partis (*ibid.*, p.154-155).

3. Courriers électroniques et familles transnationales

L'essor, à partir du milieu des années 1990, du réseau internet va offrir un outil de communication de choix à ceux des migrants possédant les ressources culturelles, techniques et financières nécessaires pour en maîtriser les rudiments. Un outil d'autant plus intéressant a priori qu'il est particulièrement adapté à l'expérience des « diasporas, car décentralisé, interactif et transnational par essence » (Georgiou, 2002, p.10).

La question de l'accès, entendu tant en termes techniques, économiques que socioculturels, avec toutes les inégalités qui en découlent, se pose néanmoins avec force, peut-être plus encore avec internet qu'avec le téléphone. « Avec la révolution des télécommunications, écrit Sarah J. Mahler, les fax, les vidéos, les emails, les téléconférences et l'internet ont créé une multitude de nouvelles façons de communiquer fréquemment et rapidement. Mais pas pour tous. Le village global demeure un mirage pour bien des gens », y compris pour ceux qui s'efforcent de communiquer par-delà les frontières avec leurs proches (Mahler, 2001, p.588).

Il n'existe pas d'étude systématique, menée à une échelle mondiale, voire même régionale, de l'accès aux nouvelles technologies par les populations issues de l'immigration. La littérature sur les TIC et les diasporas n'en montre pas moins, pour une part, combien la question de l'accès est un préalable à la compréhension du rôle que peut jouer internet pour ces groupes sociaux. Passant en revue les travaux se penchant sur les usages des nouvelles technologies par les populations issues de l'immigration latino-américaine aux États-Unis, pays ayant pourtant l'un des plus forts taux de pénétration d'internet au monde, Silvia Mejía Estévez va jusqu'à considérer, en 2005, que « l'utilisation d'ordinateurs et d'internet ne fait pas encore partie de la vie quotidienne d'une grande proportion de la population d'origine latino-américaine » (Mejía Estévez, 2005, p.486)⁴. Une recherche collective menée dans plusieurs pays européens dessine, elle, un accès inégal à la toile : « les familles de migrants vivant au nord de l'Europe sont davantage connectées que celles vivant dans les pays du sud » (De Leeuw et Rydin, 2007, p.189). Encore faut-il ajouter que l'accès à une connexion internet ne garantit pas au migrant vivant aux États-Unis ou en Europe de pouvoir s'en servir pour communiquer avec ses proches restés en Amérique latine, en Asie ou en Afrique : il faut naturellement que ceux-ci aussi y soient reliés...

Il est cependant une réalité que les statistiques auraient bien du mal à évaluer : les menues tactiques que mettent en œuvre les familles ou amis séparés pour accéder, en dépit des obstacles, à cette technologie qui leur permet d'entrer plus facilement en contact. De part et d'autre de l'espace migratoire, ceux qui sont partis comme ceux qui sont restés peuvent ainsi emprunter la connexion internet d'un ami, d'un voisin, ou demander à des tiers d'écrire des messages (Panagakos et Horst, 2006, p.114). À défaut de connexion à domicile, on recourt aux cybercafés ou à des structures associatives proposant un accès internet (Ramírez, 2007 ; Stebig et Deverin, 2008). Certaines familles confient aux plus jeunes, davantage compétents en

⁴ José Luis Benítez développe le même argument en étudiant la « fracture numérique » qui empêche nombre d'immigrés salvadoriens à Washington d'accéder à internet (Benítez, 2006).

matière d'informatique, le rôle d'intermédiaires avec les proches absents (Benítez, 2006 ; Stebig et Deverin, 2008).

Qu'internet soit un moyen de communication de choix, malgré toutes ses limites, pour ceux qui sont partis comme pour ceux qui sont restés, à condition bien sûr d'y avoir accès, c'est ce qu'illustre une recherche menée par la sociologue Raelene Wilding tant auprès de migrants et réfugiés installés à Perth, en Australie, qu'auprès de leurs familles vivant en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas, à Singapour, en Nouvelle-Zélande ou en Iran.

Se détournant des analyses qui chantent la « nouveauté radicale de la cyberculture », Raelene Wilding met au contraire en avant les « fortes continuités » qui caractérisent la mobilisation par ces familles de différentes technologies pour communiquer à distance. Elle montre pour commencer que – contrairement à une vision fort répandue qui voudrait que chaque nouvel outil remplace le précédent, plus ancien –, ces technologies répondent à des usages différenciés, qui évoluent au cours du temps : elles forment un ensemble de moyens, complémentaires, d'entrer en communication avec les proches éloignés. Ainsi, quand les lettres étaient, jusqu'au début des années 1990, le principal support « pour faire part du train-train de la vie quotidienne, le téléphone était réservé aux grandes occasions, tels les anniversaires, Noël, la nouvelle année ». Quand le recours au téléphone est, grâce aux cartes prépayées, devenu banal, c'est la lettre qui s'est muée en « moyen de faire part de nouvelles particulièrement sensibles et complexes ». Et quand le courriel est apparu, « les lettres ont continué à avoir un rôle » quitte à être envoyées comme fichiers attachés... (Wilding, 2006, p.126-127, 131).

Si elle souligne les continuités, Raelene Wilding n'en est pas moins également attentive aux mutations induites par les nouvelles technologies, à commencer par internet, dans les modes de communiquer au sein des familles dispersées internationalement. Le courrier électronique, puisque c'est à cette fin qu'est principalement utilisé internet par les familles interrogées dans le cadre de cette étude⁵, a, écrit-elle, transformé la vie de ces « familles transnationales » en facilitant les contacts – fussent-ils les plus ordinaires – réguliers. L'usage du courriel donne en particulier aux migrants le sentiment d'être « davantage connectés avec les proches » absents. Le contenu des messages, souvent « prosaïque », importe moins ici que « le fait [même] de communiquer » sur une base suivie. « L'échange d'emails fréquents, informels et spontanés » contribue, explique la sociologue, « à générer le sentiment d'un

⁵ Myria Georgiou souligne elle aussi l'importance du courrier électronique dans les usages d'internet par les migrants (Georgiou, 2002).

espace et d'un temps partagés, abrogeant – même si temporairement – la réalité des distances géographiques » (*ibid.*, p.132-133, 138).

D'autres recherches mettent en évidence le rôle que joue le courrier électronique dans la mise en relation des familles séparées. Dana Diminescu évoque la manière dont, grâce au « lien "virtuel" » qu'offrent tant le téléphone que les courriels, « les migrants parviennent à maintenir à distance et à activer des relations qui s'apparentent à des rapports de proximité ». Ces technologies permettent, « aujourd'hui, plus et mieux qu'avant, d'être présent auprès de sa famille, des autres, de ce qui est en train de leur arriver, là-bas, au pays ou ailleurs » (Diminescu, 2005, p.3).

Dans l'étude ethnographique qu'ils consacrent au développement d'internet à Trinidad, Daniel Miller et Don Slater expliquent quant à eux comment l'« email a été facilement adopté par les familles [diasporiques] comme un moyen intuitif, agréable, efficace et surtout bon marché de non seulement rester en contact, mais de l'être en toute intimité, sur une base régulière, voire quotidienne ». Les courriels, dans ce contexte, serviraient même à « réactiver les liens familiaux tombés en désuétude » (Miller et Slater, 2000, p.56).

Si de plus en plus d'analyses mettent en relief la capacité du courrier électronique à relier les membres des familles dispersées, rares sont celles qui se penchent sur les limites du rôle qu'il peut jouer. Les travaux de Raelene Wilding sont, à cet égard, d'un grand apport qui rappellent d'abord l'importance de la question de l'accès : entre un tiers et la moitié des familles interrogées dans le cadre de sa recherche utilisaient, au milieu des années 2000, les courriels pour communiquer avec leurs proches (Wilding, 2006, p.131).

La sociologue invite d'autre part à ne pas considérer le courrier électronique comme provoquant « un changement radical » dans la vie des familles dispersées, mais à le percevoir, au contraire, comme étant « incorporé » dans les « pratiques préexistantes de communication » développées en leur sein : les relations tendues au sein d'une fratrie ne se sont pas, par la grâce des courriels, améliorées ; les relations intimes entre les parents et leurs enfants le sont restées (*ibid.*, p.134, 138).

Enfin, le courrier électronique, s'il donne provisoirement à ceux qui le pratiquent, le sentiment de partager le même espace, ne suffit pas, bien entendu, à abroger « les effets de la distance ». Qu'une crise majeure survienne au sein d'une famille, nécessitant une délicate médiation, qu'une maladie grave se déclare, nécessitant une attention autre que virtuelle, et ce sont les limites des courriels pour communiquer avec ses proches éloignés qui deviennent manifestes (*ibid.*, p.134, 138).

En dépit de leurs limites, les appels téléphoniques et les courriers électroniques n'en participent pas moins, aux côtés d'autres ressources, dans les foyers équipés, à nourrir des flux plus ou moins continus de nouvelles, « d'affects, de rêves, d'idées, d'imaginaires, de problèmes quotidiens » qui circulent entre les membres des familles dispersées (Ramírez, 2007, p.9).

Parmi la palette de ressources que peut mobiliser le migrant désireux de conserver le contact avec ses proches absents, figure également la vidéoconférence. De tous les modes de communication, la vidéoconférence, qui allie image, son et simultanément, est celui qui produit « les effets émotionnels et affectifs les plus forts », avance Jacques P. Ramírez dans sa recherche sur les usages des TIC par les migrants équatoriens. « La possibilité de voir "l'être aimé" sur l'écran fait que, pendant un moment, les familles peuvent se retrouver et s'observer mutuellement en dépit de la distance » (Ramírez, 2007, p.28).

Une autre étude, celle réalisée par José Luis Benítez auprès des immigrés salvadoriens à Washington, souligne, elle aussi, l'intérêt que revêt la vidéoconférence, même si, en raison du coût, son usage semble rester bien limité. Nombreux sont ceux de ces immigrés, écrit l'auteur, qui sont prêts à payer un prix relativement élevé « au moins une fois par an pour disposer [de ce] moyen de communication direct avec leurs proches au Salvador » (Benítez, 2006, p.192).

4. L'internet des diasporas, entre cultures nationales et transnationales

Les travaux consacrés à l'usage des TIC par les migrants sont, pour nombre d'entre eux, placés sous le signe d'un apparent paradoxe. Internet, moyen de communication transnational par excellence, y est en effet décrit comme un outil de choix permettant de rester connecté, non sans nostalgie, aux réalités, nationales, de la patrie quittée. Au cours de la migration, explique le chercheur en communication Karim H. Karim, les « populations diasporiques », en s'installant dans leurs nouveaux pays de résidence, transportent avec elles « l'imaginaire » de leur nation, qu'elles « invoquent fréquemment », ce qui nourrit « leur désir pour des contenus médiatiques et d'autres produits culturels qui célèbrent le lien émotionnel qui les relie à leur ancien pays » (Karim, 2006, p.270).

Dès lors, nombreux sont les auteurs qui, pour dépeindre la nature des liens rassemblant les populations d'une diaspora donnée au travers de leur consommation médiatique ou culturelle à leur pays d'origine, convoquent la

notion de « communauté imaginée » forgée par Benedict Anderson (Karim, 2003, p.2)⁶. Dans ce cadre, la consommation, grâce à internet, des médias du pays quitté, la fréquentation des sites diasporiques, la participation à des forums rassemblant des internautes aux mêmes origines sont appréhendées comme donnant corps à une communauté imaginée qui unit ses membres dispersés en une sorte de prolongement, dans le monde virtuel, de la nation réelle.

L'un des textes où l'argument est développé avec le plus de clarté est celui que Liza Tsaliki dédie aux usages des nouvelles technologies au sein de la diaspora grecque. De la même façon que, chez Benedict Anderson, la lecture de la presse était un des ingrédients majeurs de la formation de la « communauté imaginée » qu'est la nation, les « cyber-technologies » utilisées par la diaspora grecque participent, selon Liza Tsaliki, à construire « une communauté nationale électronique médiatisée par ordinateur ». Au travers de ces technologies, les « Grecs qui sont partis et ceux qui sont restés au pays renouent avec un sens de la fraternité et de la convivialité, fondé sur l'appartenance à un même pays, dorénavant reconstruit dans le cyberspace où ils habitent » (Tsaliki, 2003, p.174).

Deux autres chercheuses, travaillant sur un terrain fort différent, celui de la diaspora mexicaine, esquissent une perspective similaire. Internet est décrit dans leur étude comme pouvant jouer en faveur des groupes dispersés « un rôle central dans le maintien d'un lien émotionnel avec le pays d'origine ». Mieux, le web donne à ces groupes le moyen de « créer, préserver et développer leur sens de la communauté » nationale en dépit de la séparation (Navarrette et Huerta, 2006, p.1 et 3).

L'un des premiers à avoir eu recours à la notion de « communauté imaginée » pour désigner la façon dont les nouvelles technologies permettent aux populations originaires d'un même pays dispersées à travers le monde de se rassembler au moins virtuellement est le chercheur d'origine indienne, Ananda Mitra. Dès 1997, il avançait dans un article souvent cité que « l'espace d'internet » autorise les « populations diasporiques » à « recréer et réinventer », par le biais des communautés virtuelles, « l'espace perdu de la nation » (Mitra, 1997, p.58, 70-71).

L'analyse des échanges sur le forum de discussion Soc.culture.indian à laquelle procède Ananda Mitra dans son article fait néanmoins apparaître une communauté imaginée bien plus conflictuelle que celles dépeintes dans les précédentes études. Deux forces contradictoires sont à l'œuvre, résume l'auteur. D'un côté, les participants du forum, consacré aux affaires indiennes, se rassemblent autour du « sens d'une communauté » parce qu'ils ont « tous

⁶ Sur la notion de « communauté imaginée », voir *supra*.

l'Inde pour pays d'origine ». Parallèlement, cependant, la communauté virtuelle ainsi formée est en permanence guettée par l'éclatement tant elle est traversée de multiples affrontements – politiques, sociaux, religieux ou linguistiques –, les conflits du monde réel ne s'évanouissant bien évidemment pas dans le cyberspace (*ibid.*, p.72-73).

La notion de communauté imaginée telle qu'elle est mobilisée par ces travaux, même quand cette dernière est décrite comme conflictuelle, n'est pas sans poser problème. En mettant exclusivement l'accent sur le rôle des TIC pour entretenir les liens qui rattachent le migrant à son pays d'origine, en négligeant l'étude des autres liens, comme ceux qui s'établissent avec son pays de résidence, ces travaux courent le risque de donner à croire que l'usage de ces technologies est, d'une certaine manière, un facteur de sécession culturelle pour le migrant vis-à-vis de la société où il vit. Karim H. Karim est, à cet égard, on ne peut plus explicite : « Le téléphone, internet, la télévision par satellite et d'autres médias aident à construire un tissu de connexions rassemblant [les membres] de telle ou telle diaspora ethnique vivant dans les différentes parties du monde, rendant [leur] intégration culturelle au sein des populations nationales plus difficile » (Karim, 2006, p.270).

L'argument est porteur d'enjeux politiques importants. Surtout dans un contexte, celui de l'après 11 septembre 2001, où « les liens médiatiques intercontinentaux qu'entretiennent les diasporas suscitent une suspicion croissante de la part des gouvernements occidentaux » (Karim, 2003, p.15). L'argument est cependant davantage avancé que démontré : la question de l'intégration culturelle ne saurait, bien entendu, être réduite à celle de la consommation des moyens de communication...

D'autres critiques peuvent être formulées à l'encontre des travaux soulignant le rôle déterminant que joueraient les TIC dans l'animation de communautés diasporiques virtuelles. Ce qui est en cause, c'est aussi le « fort déterminisme technique » qui les fonde. William Ackah et James Newman considèrent de cette façon que ces travaux surestiment largement la capacité de la technologie à former des communautés à partir d'individus dispersés de par le monde et ne se connaissant pas au préalable. Et ces auteurs, après avoir mis en doute le rôle qu'internet peut avoir en la matière, de souligner *a contrario* son aptitude à renforcer « les communautés [de migrants] préexistantes », dont les membres sont « géographiquement proches » (Ackah et Newman, 2003, p.204-205, 212).

Au-delà, ce qui est condamné, c'est le risque, en mobilisant la notion de communauté, fût-elle transnationale, pour décrire les réalités des migrants, de « réifier » et d'« essentialiser » celles-ci. Nombre de ces recherches, accusent Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller, « surestiment l'homogénéité interne des

communautés transnationales, [...] négligent l'importance des interactions entre les communautés, ainsi que les différences de classe, de genre, les différences politiques, régionales » qui les traversent (Wimmer et Glick Schiller, 2002, p.324).

Ce que mettent bien en évidence ces dernières critiques, c'est la nécessité, pour bien comprendre la relation existant entre TIC et migrants, de rompre avec le postulat communautaire qui émane des travaux précédents, ce qui suppose, pour commencer, de reconnaître la diversité des usages qui règne au sein de ces groupes sociaux.

Si les différences d'usage en fonction des appartenances sociales ne sont pas largement documentées, les différences générationnelles, elles, le sont. Même une recherche qui s'intéresse à la façon dont « internet est utilisé comme un espace communicationnel pour maintenir des liens avec le pays d'origine », et qui mobilise la notion de communauté imaginée, souligne l'existence d'usages divergents entre parents et enfants. Menée en Suède par Ingegerd Rydin et Ulrika Sjöberg auprès de 16 familles de migrants de plusieurs nationalités, l'étude montre comment, pour les adultes, internet est un moyen de communiquer, dans leur langue, avec la famille et les amis laissés derrière eux ou émigrés comme eux, ainsi qu'un moyen de s'informer sur ce qui se passe dans le pays quitté. Le web est, dans ce cas, un outil mobilisé pour « maintenir et/ou développer une communauté imaginée » transnationale. Les pratiques des jeunes sont, elles, à des lieues de celles des parents. Loin d'utiliser internet pour se brancher sur la « patrie familiale », ils s'en servent pour se brancher sur « la culture adolescente locale » et, plus spécifiquement, pour échanger avec leurs amis de collège ou de lycée. Alors qu'aux yeux des parents, internet représente un pont « virtuel » avec le pays quitté, pour ces jeunes, il est le moyen de nourrir « une sorte d'identité hybride » où se mêlent les répertoires culturels de la famille avec ceux, largement transnationaux, de leurs pairs (Rydin et Sjöberg, 2008, p.194, 211-212 ; voir aussi De Leeuw et Rydin, 2007 et Georgiou, 2006).

Autre critique que l'on puisse adresser aux travaux analysant la manière dont internet permet de forger une communauté imaginée reliant les migrants à leur pays d'origine, c'est d'être trop imprégnés par l'agenda diasporique. Ces travaux sont en effet largement habités par l'idée de continuité et de maintien des identités des peuples dispersés que la notion de diaspora a, pendant longtemps, servi à décrire⁷.

À cet égard, ces recherches tendent à privilégier, accuse Nina Glick Schiller, des « unités d'analyse ethno-culturelles » qui confinent l'étude des populations considérées dans des « identités diasporiques » définies une fois pour toutes,

⁷ Sur cette dimension de la notion de diaspora, voir *supra*.

ce qui introduit d'importants biais dans l'appréhension des « relations sociales des migrants », y compris celles médiatisées par les TIC (Glick Schiller, 2005, p.442-443).

Pour déconstruire cet agenda diasporique qui fait écran à la complexité des interactions culturelles en jeu, il est nécessaire de se détourner des études portant sur l'usage d'internet, pour s'intéresser à celles décryptant la réception de la télévision par satellite, études qui ne sont que très rarement prises en compte par les travaux consacrés aux TIC et aux diasporas⁸.

Les recherches sur la consommation de la télévision par satellite sont pourtant d'un grand apport. Elles soulignent d'abord le besoin de penser la diversité des usages de la parabole au sein des foyers issus de l'immigration en fonction des sexes, de l'âge, des appartenances sociales et donc la nécessité de croiser la variable « appartenance "ethnique" » avec d'autres, pour éviter le risque d'essentialiser les pratiques de ces consommateurs (voir Mattelart, 2007, p.34-43).

Surtout, les études sur l'usage des antennes paraboliques s'attaquent, du moins pour certaines d'entre elles, à l'idée que les moyens de communication serviraient de façon un peu univoque à maintenir les populations issues de l'immigration dans une communauté unifiée sans frontières, placée sous le signe de la culture de leur pays d'origine. Le géographe britannique Kevin Robins et la chercheuse turque Asu Aksoy sont certainement ceux qui sont allés le plus loin dans la destruction de cet argument.

Dans leurs travaux sur la réception du satellite dans les foyers issus de l'immigration turque à Londres, Kevin Robins et Asu Aksoy n'ont ainsi pas de mots assez durs pour condamner un agenda diasporique qui voudrait que « les médias transnationaux relient des individus [diasporiques] séparés par de très grandes distances et les rassemblent en communautés, [...] favoris[ant] le maintien d'identités préexistantes malgré l'éloignement ». Et les auteurs de se détourner des concepts de « culture diasporique » ou de « communauté imaginée » qui, parce qu'ils sont imprégnés de l'idée d'attachement national, se montrent incapables d'appréhender « ce qu'il y a de nouveau dans les communications transnationales » (Robins, 2001, p.27 et 32).

⁸ Notons de ce point de vue avec Anastasia N. Panagakos et Heather A. Horst que les études portant sur la relation existant entre TIC et diasporas tendent à être dominées par des recherches s'intéressant exclusivement aux usages d'internet par les migrants et que, pour cette raison, elles peinent à intégrer ceux-ci dans le cadre « plus vaste de l'écologie de [leurs] pratiques communicationnelles » (Panagakos et Horst, 2006, p.110-111). L'accent mis au sein de ces recherches sur les usages d'internet n'est d'ailleurs sans doute pas étranger à l'importance donnée au thème de la communauté, si prégnant dans les travaux sur le web.

Rompant avec un agenda diasporique tendant à postuler que les chaînes turques maintiennent « un lien avec la “patrie” », Asu Aksoy et Kevin Robins considèrent plutôt la « présence des programmes de la télévision [turque] comme s’inscrivant dans le continuum de la présence (toute aussi commune) des aliments, des habits ou du mobilier de Turquie ». Comme eux, elle « apporte la réalité ordinaire, banale de la vie turque aux migrants vivant à Londres ». Et le caractère « banal » de cette présence télévisuelle est, aux yeux de ces deux auteurs, une clef pour comprendre le rôle qu’elle joue dans les foyers turcophones (Aksoy et Robins, 2003, p.9-10).

Les télévisions turques permettent en particulier à leurs téléspectateurs de Londres d’être en « synchronie » avec les réalités quotidiennes de Turquie que reflètent fictions, *talk shows* ou journaux télévisés. Grâce à elles, ils sont en contact avec des images de nature à les empêcher d’idéaler le pays quitté. Loin d’être des agents d’une « abstraite nostalgie de l’imagination diasporique », comme elles tendent à être représentées dans certaines études, les chaînes transnationales turques sont alors « les agents d’une démythologisation culturelle » (*ibid.*, p.10).

De même Asu Aksoy et Kevin Robins invitent-ils à rompre avec l’idée que c’est la variable appartenance « ethno-culturelle » qui détermine principalement le comportement télévisuel des téléspectateurs issus de l’immigration turque. Il faut, à bien des égards, plaident-ils, voir dans les téléspectateurs turcophones, un public à la recherche des mêmes plaisirs télévisuels ordinaires que les autres téléspectateurs du Royaume-Uni (*ibid.*, p.16-17).

Ordinaires, les téléspectateurs d’origine turque n’en ont pas moins développé, avocent Kevin Robins et Asu Aksoy, des compétences spécifiques : à force de se mouvoir quotidiennement, grâce au petit écran, entre deux espaces culturels au moins – ceux qu’offrent les télévisions turques et britanniques –, les migrants turcs ont conforté une « culture mobile ». Leur expérience télévisuelle, quotidiennement cosmopolite, leur a permis de s’affranchir d’une « vision monoculturelle (nationale) ». Elle a nourri chez eux, pour résumer, un « transnationalisme ordinaire » (*ibid.*, p.18-19).

Le scénario qu’esquissent Asu Aksoy et Kevin Robins – celui de l’émergence d’une culture transnationale alimentée par le satellite – est donc à l’extrême opposé de celui que proposent nombre de travaux consacrés à l’usage d’internet par les migrants – qui mettent en valeur surtout le lien avec la culture nationale d’origine.

Tendant à se concentrer sur les connexions qu’internet contribue à établir entre les migrants et leur patrie d’origine, les recherches sur les TIC et les migrations peinent à analyser la manière dont les migrants articulent la

fréquentation des sites relatifs au pays quitté avec ceux relatifs au pays de résidence (pour n'évoquer que ceux-là !). Ce faisant, comme le suggèrent les analyses d'Asu Aksoy et de Kevin Robins, c'est toute la complexité des interactions culturelles nées de cette navigation qui demeurent largement sous-étudiées. Pourtant, les TIC sont pour les migrants, comme l'écrit Dana Diminescu, un moyen non seulement d'« actualiser en permanence le lien avec leur environnement d'origine », mais aussi d'établir « des contacts avec les sociétés des pays de destination » (Diminescu, 2005, p.8).

Certaines recherches mettent certes en évidence l'importance qu'a internet tant pour maintenir des liens avec les proches, les amis ou le répertoire culturel du pays d'origine que pour établir de « nouveaux liens » afin de s'installer dans le pays de résidence (Hiller et Franz, 2004, p.743). L'analyse de ces nouveaux liens se limite cependant à leur fonction utilitaire – telle la recherche d'emploi – et délaisse la complexité des négociations culturelles à l'œuvre.

D'autres travaux laissent néanmoins deviner l'intérêt que revêtirait la mobilisation des perspectives dessinées par Kevin Robins et Asu Aksoy à partir du cas des télévisions par satellite pour d'autres technologies de l'information et de la communication. Ainsi, dans leur étude des usages d'internet par les migrants indiens installés aux États-Unis, les géographes Emily Skop et Paul C. Adams notent-ils que même ceux qui, « résistant aux logiques d'intégration » et s'efforçant de demeurer à l'écart de la culture dominante du pays de résidence, fréquentent surtout des « sites web ethniques » n'en sont pas moins touchés, quand ils naviguent sur d'autres sites, par d'autres répertoires culturels. S'il peut servir les objectifs de la « préservation culturelle » recherchée par certains groupes, internet, en donnant accès à d'autres contenus, contribue aussi, concluent les auteurs, « à promouvoir l'hybridation culturelle et l'assimilation » (Skop et Adams, 2009, p.142-143).

5. Diversité du web diasporique

L'avènement d'internet a sans conteste permis l'éclosion d'une floraison de sites créés par et/ou pour les populations issues de l'immigration, aux statuts divers. Parallèlement, se sont développées des analyses parant le nouvel espace d'expression de toutes les vertus, quitte à en oublier les ambiguïtés et les limites.

Internet offre aux « immigrés marginalisés dans la sphère publique de leur pays d'adoption [...] un espace discursif » à partir duquel ils peuvent enfin élever leur « voix ». C'est en ces termes qu'Ananda Mitra loue le potentiel que recèle la toile pour ceux qui étaient auparavant « sans pouvoir » face aux

« conglomerats médiatiques ». Avant l'arrivée d'internet, la capacité de s'exprimer était fonction d'un « capital culturel, technologique et économique ». Le web, avec son mode de fonctionnement « égalitaire », permet aux minorités de s'affranchir des « traditionnelles barrières technologiques et économiques » et leur donne un forum où se faire entendre. La voix ainsi élevée ne risque-t-elle pas d'être noyée dans les méandres du cyberspace ? Peu importe, répond Ananda Mitra : le fait même de s'exprimer constitue un apport d'importance pour les populations issues de l'immigration, il ne faut donc « pas trop se préoccuper de savoir si [leurs propos] sont entendus » (Mitra, 2005, p.378-379).

En termes plus mesurés, Myria Georgiou note elle que, « face aux médias dominants, dans lesquels les minorités ethniques n'ont pas de place », internet constitue, par sa capacité à réduire des coûts, un espace où « de nouveaux lieux alternatifs de communication [et] de représentation » peuvent émerger (Georgiou, 2002, p.12)⁹.

Les recherches menées sur les sites web créés par et/ou pour les migrants sont, comme on le voit sur ces deux exemples, souvent sous-tendues par la conviction du rôle « positif » qu'ils jouent dans les pays occidentaux. « Comment en serait-il autrement, puisque ces médias, explique Annabelle Sreberny, semblent offrir une voix à ceux qui étaient précédemment sans voix et une meilleure représentation à ceux qui étaient jusque-là mal représentés dans les médias dominants » (Sreberny, 2005, p.445).

Il faut néanmoins, avertit la chercheuse britannique, se garder « de célébrer sans réserves » des médias produits par et/ou pour les minorités qui, s'ils peuvent accroître la « diversité », peuvent également, quand ils enferment leurs publics à l'intérieur de frontières « ethniques », devenir un agent de « fragmentation » culturelle et sociale (*ibid.*, p.457-458).

Il faut d'autant plus se garder de vanter de façon univoque les vertus « démocratiques » que recèle internet pour les minorités, que plusieurs recherches mettent l'accent sur la manière dont celui-ci est mobilisé par certains groupes diasporiques comme un instrument de propagande nationaliste.

⁹ Plusieurs recherches qui s'efforcent de cartographier les médias et les nouveaux médias créés par et/ou pour les migrants sont à signaler ici. On se reportera à l'étude dirigée par Roger Silverstone et Myria Georgiou à la London School of Economics, « Diasporic minorities and their media in the European Union », <http://www.lse.ac.uk/collections/EMTEL/Minorities/project_home.html>, à celle pilotée par Isabelle Rigoni au sein du laboratoire Migrinter, à l'Université de Poitiers, « Minority media », <<http://www.minoritymedia.eu/>>, ainsi qu'au projet coordonné par Dana Diminescu au sein du groupe TIC-Migrations qu'elle anime à la Maison des sciences de l'Homme de Paris-Raspail, « E-diaspora atlas : Exploration et cartographie des diasporas sur les réseaux numériques », <<http://www.ticm.msh-paris.fr/spip.php?article75>>.

Différentes études consacrées au web indo-américain montrent de cette façon qu'internet constitue un médium privilégié auquel recourent les Hindous nationalistes travaillant dans le secteur des nouvelles technologies aux États-Unis pour promouvoir leurs vues extrémistes (Chopra, 2006, p.194). Les mêmes Indiens, souvent hindous, qui jouent un rôle clé dans le développement dans ce pays d'une « civilisation informationnelle post-industrielle » sont, accuse l'historien Vinay Lal, les principaux animateurs de sites propageant dans le monde les visions les plus rétrogrades, « ossifiées », d'un Hindouisme « réduit à ses essences imaginées » (Lal, 1999, p.147-148, 152 et 164).

Entre les analyses qui tendent à célébrer l'espace d'expression que constitue internet pour les minorités et celles qui y voient *a contrario* un espace privilégié pour la dissémination de visions communautaires, communautaristes, voire extrémistes, se sont développées un certain nombre d'études qui adoptent une position intermédiaire.

Les recherches d'Eugenia Siapera comptent parmi celles-ci. Travaillant à partir des portails de quatre « communautés minoritaires » au Royaume-Uni – ceux des communautés noire, sud-asiatique, chinoise et musulmane –, la chercheuse montre que, bien que ces portails participent à l'édification d'une sorte de clôture communicationnelle à l'intérieur de laquelle ils prétendent maintenir leurs publics respectifs, celle-ci n'en est pas moins subvertie par les pratiques d'échange qu'internet facilite (Siapera, 2006).

Eugenia Siapera analyse dans un premier temps comment ces sites sont largement sous-tendus par « une politique du séparatisme et du particularisme », privilégiant les informations relatives à leur seule communauté, mettant en valeur un héritage culturel commun, manifestant peu d'empressement à nouer le dialogue avec d'autres communautés, étant rétifs à exposer leurs contradictions. À cet égard, ces sites apparaissent comme formant des sortes « d'enclaves » culturelles refermées sur elles-mêmes (*ibid.*, p.11-16).

L'étude des forums qu'accueillent ces sites invite néanmoins la chercheuse à nuancer ses conclusions préliminaires : la liberté qui règne dans les échanges, la variété des participants, en termes de localisation, de sexe, d'opinion, de religion, d'ethnicité, l'ouverture à des membres extérieurs, empêche ces sites d'être les gardiens d'une communauté homogène. Dans ces forums, note Eugenia Siapera, les communautés « évoluent et changent [sous l'effet des discussions], elles passent d'une position à l'autre, tombent d'accord avant d'être en désaccord » (*ibid.*, p.14).

Si l'internet peut servir d'instrument d'affirmation de « logiques identitaires », il constitue ainsi également, conclut-elle, un outil pour les défaire : « Le

caractère public du médium, sa géographie sans frontières, son accessibilité à tous ceux qui disposent d'une connexion et, non moins important, son caractère interactif, qui offre la possibilité de participer, déstabilisent les logiques identitaires et le mouvement vers une fermeture » communautaire mis en évidence par l'analyse de contenu des sites (*ibid.*, p.14, 18 et 21).

La recherche que Madhavi Mallapragada (2006) mène sur le web indo-américain esquisse une perspective qui n'est pas sans faire écho à celle qui vient d'être évoquée. Internet y apparaît aussi comme constituant simultanément un espace circulatoire pour des identités essentialisées et un lieu à partir duquel les critiquer.

Madhavi Mallapragada ajoute cependant un élément qui est généralement absent des études consacrées au web diasporique. Tout se passe en effet dans nombre de ces études comme si le web, espace alternatif face aux médias dominants, permettait de s'affranchir des contraintes économiques¹⁰. C'est ignorer l'importance de cette dimension économique que documentent pourtant bien les recherches portant, depuis plusieurs décennies, sur les médias – presse, radio, télévision... – créés par les minorités ethniques (voir Mattelart, 2007). Ces recherches sont, il est vrai, largement méconnues par les travaux dédiés au web diasporique¹¹.

Madhavi Mallapragada s'en prend donc à la tendance qu'ont les études sur les « nouveaux médias » à attribuer à ceux-ci toutes les qualités, oubliant qu'ils sont, comme les médias traditionnels, traversés par des logiques socioéconomiques, en plus de politiques, qu'il convient de prendre en compte dans l'analyse. La notion de « nouveau média » empêche, à ses yeux, de comprendre en quoi « les pratiques des nouvelles technologies sont largement informées par celles qui les ont précédées » (Mallapragada, 2006, p.209).

La chercheuse se penche, comme le faisait Vinay Lal, sur le web indo-américain. Mais, plutôt que de dessiner celui-ci, comme tendait à le faire son collègue historien, sous les traits dominants d'un champ de prédilection pour les Hindous extrémistes, Madhavi Mallapragada esquisse l'image d'un web fait d'« ambivalence », d'« hybridité », faisant écho à « différentes façons d'imaginer le pays d'origine » et la migration, même si structuré par des « relations de pouvoir inégales » (*ibid.*, p.209).

Travaillant sur deux sites commerciaux indo-américains – Namasti.com, un site d'achat en ligne pour des produits cosmétiques ou culturels indiens, et

¹⁰ Pour une bonne illustration de cet argument, voir Mitra, 1997 et 2005.

¹¹ L'expression de web diasporique est ici employée dans un sens plus large que celui que lui confère Claire Scopsi. Pour une analyse complémentaire du web diasporique, on se reportera à son article ci-après, ainsi qu'à celui de Mayhoua Moua.

Rediff.com, riche en publicités pour les services financiers proposés à la diaspora indienne –, Madhavi Mallapragada montre comment ceux-ci s'adressent prioritairement à une « élite transnationale dont les interactions avec l'Amérique sont limitées aux domaines technologiques et financiers ». Et l'auteur de décrire comment les deux sites vantent à l'attention de ce public les mérites d'une culture indienne, largement hindoue, essentialisée, véhiculant des représentations placées sous le sceau du « nationalisme » hindou, abondant en images idylliques des familles des « classes moyennes » en diaspora où l'homme est naturellement dominant. Bref, des représentations qui, avance l'auteur, ne sont pas très éloignées de celles que charrient les médias audiovisuels indiens... (*ibid.*, p.219-222, 225).

La chercheuse peut alors souligner la façon dont la nature commerciale de ces « nouveaux médias » financés par la publicité les a poussés, comme leurs « vieux » confrères, à épouser « les discours dominants qui sont tenus [en Inde] sur la nation et la migration » (*ibid.*, p.218).

Madhavi Mallapragada démontre néanmoins également de quelle manière les représentations dominantes de ces sites commerciaux sont, sur le web, confrontées à celles qu'offrent d'autres sites, associatifs – prenant l'exemple de Drumnation.org, destiné à promouvoir les intérêts des migrants sud-asiatiques en situation de précarité, et Sawnet.org, défendant les femmes de la diaspora indienne contre les maltraitances dont elles font l'objet. Par leurs informations dénonçant les conditions inhumaines dans lesquelles vivent nombre de migrants d'Asie du Sud-Est aux États-Unis, ou dénonçant les violences conjugales dont les femmes indiennes sont victimes dans ce pays, ces sites, note la chercheuse, contribuent à « démystifier "l'idéal de la famille indienne" migrante » proposé par leurs confrères commerciaux (*ibid.*, p.219-222).

Le web participe de cette façon, conclut Madhavi Mallapragada, « tour à tour à la construction d'un discours hégémonique » sur la diaspora indienne et à « sa déconstruction » (*ibid.*, p.224-225). Sans que l'on sache cependant si l'inégalité de ressources dont souffrent les sites associatifs leur permet de concurrencer de façon efficace les visions propagées par leurs confrères commerciaux...

Outre le fait de souligner la diversité constitutive des acteurs donnant corps au web diasporique indo-américain et de laisser deviner les rapports de force qui existent en son sein, l'intérêt de cette analyse est de montrer comment le désir de rester en contact avec le pays d'origine qu'éprouvent les populations en mouvement est exploité par des intérêts commerciaux prompts à présenter des images mystificatrices de ce dernier pour satisfaire leur public.

Autre contexte pour cerner cette réalité : les sites s'adressant à la diaspora chinoise. Loong Wong s'intéresse à la manière dont nombre de « techno-

entrepreneurs » de cette diaspora « manufacturent » à l'attention de leurs consommateurs une « identité numérique construite » qui met en scène une Chine « unitaire, imaginée », où sont ignorées, ou largement lissées « les différences régionales, culturelles, de coutumes, ou celles, bien sûr, qui caractérisent les communautés chinoises dispersées de par le monde » (Wong, 2003, p.9 et 11).

De là à considérer que le web diasporique chinois offre des représentations d'une « communauté chinoise imaginée homogène », il n'y aurait qu'un pas que Loong Wong se refuse à franchir. Ne serait-ce qu'en raison du très grand nombre de sites existants qui garantit au moins une relative pluralité de vues (*ibid.*, p.3-4). Le web diasporique chinois qu'il dessine est marqué, lui aussi, par une grande diversité des acteurs.

Cette diversité est d'autant plus importante que nombre de sites diasporiques chinois s'adressent avant tout à des communautés localisées dans des villes ou des pays particuliers et s'efforcent à cet égard de défendre les intérêts bien spécifiques de leur public (Wong, 2003, p.10 ; voir aussi Chan, 2006, p.4-5). À l'opposé des travaux tentés de privilégier, dans leurs réflexions sur les « communautés numériques » de migrants, les « utilisateurs sans ancrage géographique commun » (Proulx, 2008, p.156), la recherche de Loong Wong rappelle de cette façon qu'il est important de prendre en compte, dans l'étude du web diasporique, les sites destinés à des populations vivant dans des territoires bien délimités¹².

Enfin, la diversité du web diasporique chinois est renforcée par les échanges qui se développent au sein des forums. L'analyse de ceux-ci révèle combien les discours dominants tenus tant sur le pays d'origine que sur le pays de résidence peuvent être contestés. Ainsi, dans les forums de discussion du Chinese News Digest, Cnd.org, la Chine est-elle, en ce qui concerne les nouvelles intérieures, largement vue de façon critique par les Sino-Américains, jugée à l'aune des critères du « libéralisme politique américain ». En revanche, dans les discussions sur les relations sino-américaines, le « modèle chinois de développement » est-il souvent défendu. Dans ce même forum, les politiques américaines sont, elles, condamnées à partir des réalités de discrimination et d'injustice sociale vécues par les internautes (Wong, 2003, p.9).

Par l'espace liminal qu'ils occupent entre deux cultures, les migrants, résume Brenda Chan non sans faire écho aux perspectives dessinées par Kevin Robins et Asu Aksoy, sont en mesure de s'opposer tant aux « discours hégémoniques »

¹² Voir Van den Bos et Nell, 2006, pour une illustration, sur un terrain fort différent, de la prégnance du territoire de résidence dans l'analyse des sites diasporiques. On se reportera également sur ce point au texte de Mayhoua Moua dans ce volume.

qui sont tenus sur le pays d'origine qu'à ceux qui sont tenus sur le pays de résidence (Chan, 2005, p.360).

6. Le commerce diasporique des TIC

S'interroger sur les relations qui se nouent entre les TIC et les diasporas, c'est aussi s'efforcer de comprendre le rôle de passeurs que peuvent jouer, dans certains contextes, les migrants lorsqu'ils participent, de façon plus ou moins organisée, à l'importation des nouvelles technologies dans leur pays d'origine.

Différents travaux, menés surtout à partir du cas africain, montrent comment, pour pouvoir continuer à communiquer avec leurs familles restées au pays, les migrants contribuent à l'équipement technologique de celles-ci. Les cassettes vidéo constituent un « outil de liaison » avec « l'ambiance familiale » si précieux pour les migrants sénégalais, que nombre d'entre eux, écrit Serigne Mansour Tall au début des années 2000, ressentent le besoin d'offrir « des caméscopes à leurs familles pour que tous les événements importants leur soient filmés ». L'investissement est, il est vrai, porteur d'enjeux déterminants. « Combien d'émigrés ont connu leurs futures épouses par les cassettes de cérémonies visionnées par la collectivité à Brescia ou à Brooklyn » (Tall, 2002, p.234-235).

La volonté de ceux qui sont partis de maintenir à tout prix le lien avec ceux qui sont restés explique également que les émigrés participent, dans certains pays, à l'équipement téléphonique de leurs villages d'origine. Ainsi Michèle Leclerc-Olive note-t-elle comment, dans des villages maliens extrêmement reculés du Sahel, privés d'accès aux lignes téléphoniques, les émigrés ont financé collectivement la construction de cabines publiques reliées à un réseau satellitaire, en dépit des coûts d'installation et des prix des communications, très élevés (citée in Pasquier, 2001, p.187, note 6).

Au Sénégal, dans certains villages, ce sont les frais d'installation des réseaux électriques et de la téléphonie fixe qui ont été pris en charge par les émigrés qui, une fois les équipements en place, paient les factures. Dans ce même pays, l'introduction du téléphone cellulaire dans les campagnes et dans certaines villes aurait été grandement le fait des émigrés, laissant à leurs proches leurs appareils à l'occasion de leurs séjours au pays (Tall, 2002, p.223 et 225). À Touba, chef-lieu de la confrérie mouride, à 200 kilomètres à l'est de Dakar, l'accroissement du parc de téléphones fixes et mobiles est en large partie « une réponse des "émigrés" mourides à leurs besoins de communication permanente avec les familles » (Guèye, 2002, p.193-194).

L'envie de maintenir les liens n'est cependant pas le seul ressort de cette volonté d'équipement démontrée par les émigrés. La ligne téléphonique, fixe ou mobile, est aussi, on l'a déjà évoqué, un lieu de pouvoir, souvent asymétrique : elle est, pour l'émigré, un moyen de gestion familiale à distance. Le téléphone facilite « un contrôle de l'espace domestique par les émigrés ». Ceux-ci peuvent, grâce à lui, « de manière presque quotidienne, [...] ordonner des dépenses, donner des ordres, réguler des conflits » (Tall, 2002, p.255).

Dans d'autres contextes, c'est le rôle des migrants dans l'introduction d'internet qui est souligné. Les migrants, écrivent Michael Dahan et Gabriel Sheffer, ont été « à l'avant-garde » de la « révolution des technologies de l'information » au Maghreb et au Moyen-Orient : ils sont revenus dans leur pays « avec à la fois la connaissance et l'enthousiasme pour les nouvelles technologies » (Dahan et Sheffer, 2001, p.99).

Nous avons jusqu'ici décrit le rôle de passeurs technologiques que peuvent avoir les migrants comme se déroulant, pour l'essentiel, dans la sphère familiale. Les travaux sur le transnationalisme¹³ laissent néanmoins penser que les transferts technologiques informels qu'opèrent les migrants peuvent prendre corps dans des réseaux commerciaux beaucoup plus structurés.

Dans leurs recherches, Alejandro Portes, Luis E. Guarnizo et Patricia Landolt mettent en avant l'existence, au sein du champ migratoire, d'une « classe d'entrepreneurs transnationaux » qui, profitant de leur position intermédiaire, s'efforcent de satisfaire tant les besoins des migrants que ceux des populations des pays d'origine. Se jouant des frontières, ces entrepreneurs diasporiques sont particulièrement à même de répondre aux « désirs exprimés » par les populations des pays d'origine « d'avoir des appareils électroménagers, ou des produits électroniques ». Désirs qui sont nourris par les campagnes globales de publicité, mais que comblent ces entrepreneurs diasporiques en offrant ces produits à des prix imbattables grâce aux réseaux de l'économie informelle. Dans le même temps, ces entrepreneurs essaient d'épouser les demandes des « communautés expatriées » en « informations, produits culturels ou alimentaires » provenant du pays de départ (Portes, Guarnizo et Landolt, 1999, p.228).

D'autres chercheuses connues pour leurs travaux sur le transnationalisme, Linda Basch, Nina Glick Schiller et Cristina Szanton Blanc, expliquent comment certains habitants de Saint Vincent et de la Grenade, dans les Caraïbes, ont pu, à partir d'un petit capital constitué grâce aux envois d'argent effectués par les leurs, émigrés à New York, monter de petits commerces important des biens de consommation – dont les cassettes vidéo et autres équipements électroniques –

¹³ Sur cette approche, voir *supra*.

, bientôt revendus à leurs concitoyens. Parallèlement, d'autres entrepreneurs visent, eux, « la communauté migrante » aux États-Unis qui fournit un « environnement réceptif » aux contenus culturels en provenance de leur pays (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p.89).

Les dispositifs commerciaux transnationaux mis en place par ces entrepreneurs diasporiques sont hétérogènes : ceux décrits par Nina Basch et ses collègues sont relativement modestes. En revanche, le dispositif que tissent les « étranges sociétés de migrants » en provenance du Maghreb depuis les années 1980 à partir du quartier de Belsunce à Marseille, et que décrypte Alain Tarrus, est, lui, largement « connecté » aux réseaux mondiaux de l'économie souterraine. Animés par des migrants algériens, marocains et tunisiens, « entrepreneurs nomades » ayant le « savoir-traverser-les frontières », exploitant les inégalités de développement entre les deux rives de la Méditerranée, les réseaux de ce commerce souterrain jouent un rôle non négligeable dans la fourniture de produits électroniques dans les pays du Maghreb et au-delà (Tarrus, 2002, p.15 et 21).

C'est à Belsunce que viennent en particulier s'approvisionner en produits électroniques les émigrés maghrébins avant leur retour au pays ; c'est là qu'affluent les Algériens, les Marocains, les Tunisiens « dès l'obtention d'un visa afin d'acquérir, pour eux-mêmes et leur voisinage, les produits longtemps désirés ». Les équipements électroniques y sont « offerts à des prix défiant toute concurrence : modèles bas de gamme *made in Taiwan* ou ailleurs en Asie, mais aussi appareils de marque importés d'Italie hors contingentement, c'est-à-dire dans des conditions illégales » (*ibid.*, p.26 et 30).

Le champ migratoire offre donc un contexte propice à la structuration d'un « territoire circulatoire » (*ibid.*, p.18) à l'intérieur duquel sont diffusés, par des réseaux commerciaux d'« entrepreneurs nomades », les biens électroniques à destination des populations des pays d'origine. En retour, dans ces territoires circulatoires, émergent aussi des entrepreneurs soucieux d'exploiter le besoin de contact qu'éprouvent les migrants avec les terres quittées.

Le Sénégal est ainsi un de ces nombreux pays qui ont vu émerger au sein du champ migratoire « de vrais commerçants, vendeurs d'images et de sons du pays » (Guèye, 2002, p.180). Serigne Mansour Tall raconte comment les programmes diffusés par la télévision nationale – « séances de lutte, débats politiques, émissions folkloriques, clips et dramatiques wolof » – sont, au début des années 2000, enregistrés sur cassette vidéo avant de prendre les premiers avions et être commercialisés aussi bien en France, aux États-Unis qu'en Italie. « Les cassettes se vendent sur la 116^e à New York à 10\$, à la Gare de Lyon à 100 francs [15€] et à Brescia deux jours après leur diffusion au Sénégal ». Le

marché des émigrés semble si important au Sénégal que « certaines troupes folkloriques spécialisées dans la production de téléfilms sur support vidéo » offrent la primeur de leurs programmes à ce public, pour ne les revendre « à la télévision nationale [que] longtemps après leur sortie à l'étranger » (Tall, 2002, p.235).

D'autres recherches mettent bien en évidence l'existence, dans les pays d'immigration, d'un véritable commerce du sentiment de la nostalgie diasporique où excellent certains producteurs de contenus audiovisuels. L'étude illustrant le mieux cette réalité est peut-être celle que l'anthropologue Louisa Schein consacre aux vidéo-entrepreneurs de la minorité Hmong aux États-Unis qui répondent au besoin exprimé par leur communauté d'avoir accès à « des mémoires oniriques d'un Laos » perdu en leur offrant des images pastorales tournées sur les terres de leurs ancêtres, les Miao, en Chine. Pour satisfaire la « quête des racines » qui traverse la minorité Hmong, ces entrepreneurs ont développé, note l'auteur, un « marketing des origines » sophistiqué dont les « *China tapes* », vendues à prix d'or par une vingtaine d'entreprises, sont un des produits phares (Schein, 2004, p.291, p.297-299)¹⁴.

De même le besoin de contact avec le pays d'origine qu'éprouvent les migrants a-t-il donné naissance, dans les pays de résidence, à des activités commerciales bien spécifiques, tel le développement dans certains quartiers de télé- ou cyberboutiques qui attirent leur clientèle avec une promesse : « conserver malgré la distance le lien intact avec les siens ». Claire Scopsi a étudié ces boutiques dans le quartier de Château rouge à Paris et montré comment, par leurs décors – aux couleurs vives, aux murs constellés de drapeaux, de « photos de sanctuaires ou de monuments » –, mais surtout par leurs services de télécommunication, ou par la vente de produits du pays, elles s'efforcent « d'atténuer [...] la rupture, physique, affective et culturelle [du migrant] avec le territoire quitté »... et d'en tirer des profits (Scopsi, 2004, p.282)¹⁵.

Ces télé- ou cyberboutiques forment, aux yeux de Jacques P. Ramírez, « un nouveau type de niche sur le marché de l'emploi pour les migrants », exemplaire de l'émergence des réseaux de l'« économie ethnique ». L'auteur s'intéresse plus particulièrement aux cybercafés – les « *locutorios* » –, tenus majoritairement par des Colombiens et des Équatoriens, du quartier de Cuatro caminos à Madrid, qui accueillent les migrants dans des « espaces pour la communication locale et transnationale » où ils trouvent, en plus des services de

¹⁴ Sur les Hmong, voir également l'article Mayhoua Moua dans le présent numéro.

¹⁵ Voir aussi l'article de Claire Scopsi dans le présent numéro.

télécommunication, la presse écrite spécifique destinée aux minorités latino-américaines vivant en Espagne (Ramírez, 2007, p.15-22).

7. Les TIC, moyens d'intervention dans le pays d'origine ?

Si les TIC peuvent constituer un moyen de tenter d'atténuer l'absence créée par le processus migratoire, elles donnent aussi, à ceux qui veulent, à distance, contribuer de façon active à la vie socioéconomique ou politique de leur village, ville ou pays d'origine, la possibilité d'être plus présents.

Parmi les travaux portant sur la manière dont les migrants mobilisent les technologies pour œuvrer en faveur de leur pays de départ, figurent en bonne place ceux que Jean-Baptiste Meyer a participé à populariser qui démontrent comment les TIC sont utilisées par les expatriés hautement qualifiés – les « diasporas scientifiques et techniques » – aux fins d'aider à des actions de développement dans leurs pays d'origine¹⁶.

La réflexion de Jean-Baptiste Meyer dans ce domaine a été inaugurée, au milieu des années 1990, par une analyse du réseau de chercheurs Caldas, créé dans le cadre d'une politique volontariste par la Colombie aux fins d'« associer les intellectuels colombiens expatriés, entre eux et avec le pays, pour qu'ils puissent contribuer, depuis le lieu où ils étaient, au développement scientifique et technique, de même que socioéconomique et culturel » de leur terre natale (Meyer, 2008, p.40). Depuis, la réflexion de l'auteur s'est élargie à d'autres contextes et a été jusqu'à susciter l'intérêt du ministère français des Affaires étrangères, ou d'organisations multilatérales comme l'Unesco, désireux de savoir comment exploiter les ressources que représentent les chercheurs et ingénieurs expatriés venant des pays du Sud pour le développement de ceux-ci (Barré, Hernandez, Meyer, Vinck, 2003).

Les technologies de l'information et de la communication occupent une place de choix dans l'argumentation. Le web offre, dans une large mesure, l'infrastructure qui permet aux diasporas scientifiques et techniques de travailler pour leur pays de départ : « L'apparition d'internet a fourni la possibilité et souvent l'occasion de maintenir un lien ombilical avec le pays d'origine. Ce lien a été partagé avec d'autres expatriés dans une situation équivalente, grâce à la constitution de *newsgroups*, forums et autres listes de courrier électronique qui

¹⁶ Voir le texte de Mihaela Nedelcu dans ce volume, qui s'inscrit dans cette perspective. On pourra également se reporter à Nedelcu, 2004.

ont matériellement constitué des diasporas d'un type nouveau » (Meyer, 2008, p.127-128).

L'accent qui est mis sur la structuration, grâce aux TIC, de diasporas scientifiques et techniques a cependant suscité des critiques dont Jean-Baptiste Meyer lui-même se fait l'écho. Jusqu'à quel point les réseaux d'expatriés hautement qualifiés réunis via les outils fournis par internet peuvent-ils réellement, par leurs actions, contrebalancer les incidences négatives que peut avoir, en termes de développement, leur expatriation pour le pays quitté ? (Meyer, 2008, p.106).

Une recherche menée par Sari Hanafi sur le réseau Palesta, établi en 1997 pour mobiliser les connaissances des expatriés palestiniens hautement qualifiés et les mettre au service du développement de l'État palestinien, introduit quelques éléments supplémentaires de réserve. Le chercheur, se tenant à distance « d'une vision euphorique du rôle de la communication », souligne d'abord les relations de pouvoir existant au sein de ce réseau, largement dominé par les Palestiniens vivant aux États-Unis et en Europe et négligeant ceux demeurant dans le monde arabe. Mais, ce sont aussi les limites d'un réseau dépendant trop des contacts *online* et ne comprenant pas assez de rencontres *offline* qui sont mises en avant : « Le peu de résultats dans l'ensemble de Palesta illustre la trop grande importance donnée à une approche technologique où la connectivité repose avant tout sur l'échange électronique, avec très peu de contacts physiques ou de projets concrets lancés à travers le réseau » (Hanafi, 2005, p.590).

Dans le cadre des analyses sur le transnationalisme, d'autres travaux ont été conduits sur la façon dont les technologies de l'information et de la communication peuvent être utilisées par les émigrés pour contribuer à la vie socioéconomique ou politique de leurs localités ou pays d'origine.

Ainsi le sociologue Robert Smith se penche-t-il sur la manière dont les émigrés mexicains vivant à New York recourent aux TIC pour accompagner les projets de développement local qu'ils mènent, grâce à leurs ressources, dans leur village natal de Ticuani, dans l'État de Puebla. Grâce aux téléconférences, les notables émigrés peuvent, « à partir d'un bureau à Brooklyn, [...] négocier avec les autorités municipales réunies dans l'hôtel de ville de Ticuani » et superviser le bon déroulement des projets qu'ils appuient : construction d'une école, rénovation d'une église, installation de canalisations d'eau potable... Sous l'effet des interventions de ces émigrés – de leur présence accrue grâce aux TIC et de leurs fréquents séjours rendus possibles par l'abaissement des coûts de transport – « la vie politique et sociale de Ticuani se transnationalise », note le sociologue. Cette intervention à distance des émigrés de Brooklyn n'est

pas sans créer de tensions avec les autorités locales qui voient d'un œil circonspect l'« émergence de structures parallèles de pouvoir », dotées d'une grande capacité financière, susceptibles de leur porter ombrage (Smith, 2004, p.218).

En plus de mobiliser les technologies de l'information et de la communication pour accompagner leurs projets de développement local, ces groupes d'émigrés y ont recours pour publiciser ceux-là tant au sud qu'au nord du Rio Grande. Et Robert Smith d'évoquer les sites web créés par ces groupes qui ont pour fonction de démontrer tant « l'influence politique qu'ils exercent au Mexique », en les mettant en scène avec des responsables nationaux ou locaux, que leur importance politique et économique aux États-Unis (Smith, 2002, p.8-9).

Les sites web fondés par des migrants peuvent également se convertir, dans certains contextes, en forums publics à partir desquels s'exerce une critique contre les autorités locales du pays d'origine. L'un des meilleurs exemples de cette réalité est une page web, Sanmartinjalisco.com, consacrée à la petite ville enclavée de San Martín de Bolaños, dans l'État de Jalisco, toujours au Mexique, créée sur son temps libre, à l'aide de ses ressources propres, par un émigré ayant quitté sa ville natale 25 ans auparavant et vivant aux États-Unis. Pensée par son concepteur au départ comme une sorte d'album photo de la ville, destinée à ceux en étant partis et ne pouvant y retourner, la page se transformera vite en moyen, pour les émigrés, de s'adresser à leurs familles ou amis restés au pays. Ce dont témoignent les messages mandés aux « jolies filles de San Martín », les saluts envoyés depuis « l'Oregon », les numéros de téléphone de Stockton, Californie, communiqués à des proches, les plaintes pour des courriers en attente de réponse... (Cárdenas Torres, 2003, p.7 et suivantes).

La page s'est néanmoins également convertie en lieu d'expression de doléances postées par les habitants de San Martín de Bolaños, où sont dénoncées la corruption de certains membres de la classe politique locale, les décisions arbitraires des fonctionnaires municipaux, les atteintes à l'environnement commises par un grand éleveur, demeurées impunies, qui vont susciter des réactions indignées jusqu'aux États-Unis, contraignant les responsables de la ville à une plus grande vigilance. « La classe politique [locale], conclut l'article, commence à se sentir surveillée par des personnes qu'elle ne connaissait pas la plupart du temps, mais qui ont une incidence politique et économique sur la municipalité. L'isolement qui lui permettait d'user de son pouvoir de façon arbitraire n'existe plus de la même façon » (*ibid.*, p.27).

Le rôle que joue la page web mérite cependant d'être relativisé à la lumière du nombre, fort réduit, des accès internet que comptait, en 2003, au moment où

l'étude a été menée, San Martín de Bolaños : trois foyers seulement disposaient d'un tel accès, auxquels il faut ajouter un accès public, à l'école préparatoire de l'Université de Guadalajara basée dans la ville. De « nombreuses personnes du lieu ne peuvent donc participer aux communications virtuelles » initiées par la page web (*ibid.*, p.9).

Avec ces travaux, c'est la question de la capacité des diasporas à exploiter les technologies de l'information et de la communication aux fins de peser sur la situation politique de leur pays d'origine qui est introduite. La thématique n'est pas nouvelle. Les moyens de communication sont depuis longtemps utilisés par l'émigration pour essayer d'influencer à distance la vie politique du pays quitté (Mattelart, 2007).

L'un des exemples les plus éclairants dans ce champ est la mobilisation conjointe des médias de l'émigration haïtienne aux États-Unis et des technologies de la communication pour maintenir le public haïtien informé après que Jean-Bertrand Aristide ait été renversé par un coup d'État en septembre 1991. Nina Glick Schiller explique comment, dans un contexte où les médias d'opposition étaient interdits, un réseau de « communications transnationales » s'est mis en place qui a permis à des informations sortant d'Haïti de revenir sur l'île après avoir transité par les familles émigrées. Les informations dispensées par les correspondants des radios et télévisions destinées à la diaspora haïtienne (qui n'étaient pas soumis aux mêmes interdictions que leurs confrères locaux), sitôt entendues à New York étaient de fait redistribuées à l'attention des familles restées sur l'île. « Ces informations, filtrées par leurs propres interprétations, étaient alors renvoyées par les migrants vers Haïti par la voie du téléphone et des cassettes pour circuler au travers des réseaux familiaux » (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994, p.175).

L'avènement d'internet offre désormais à ceux des migrants désireux d'influencer à distance la scène politique de leur pays d'origine un outil de choix, à même de déjouer les frontières les plus fermées¹⁷. Le rôle que peut jouer le web dans ce domaine n'est cependant pas sans limites.

L'une des analyses les plus enthousiastes en la matière est celle de l'anthropologue Victoria Bernal qui s'est penchée sur la façon dont les Érythréens de la diaspora ont fait usage du web pour participer « à la vie politique de leur patrie ». De manière intéressante, les activités politiques menées par les Érythréens en direction du pays quitté répondent en partie, selon l'auteur, à l'« isolement », à l'« invisibilité », ainsi qu'aux « discriminations » dont ils souffrent dans leurs pays de résidence (Bernal, 2006, p.164 et 168).

¹⁷ Voir également sur cette thématique l'article de Romain Lecomte dans le présent numéro.

Centrant sa recherche sur le site web Dehai.org, créé au début des années 1990, qui porte comme sous titre explicite, « Eritrea online », Victoria Bernal montre comment au travers de celui-ci des « gens ordinaires » ont donné corps à une « sphère publique » où ont pu s'exprimer « des idées et des sentiments qui n'auraient pu s'exprimer ailleurs (certainement pas en Érythrée où les moyens d'expression sont sévèrement contrôlés par le gouvernement) », et où ont pu se développer de riches débats « réunissant des interlocuteurs géographiquement dispersés, s'ignorant les uns les autres » (*ibid.*, p.170).

Dans quelle mesure les discussions tenues dans le cyberspace ont-elles influencé les autorités érythréennes ? L'auteur reste sur ce point prudente, la grande majorité des Érythréens n'ayant pas eu, avant les années 2000, accès à internet. Les changements de politique intervenus après que des messages aient été postés sur le site laissent néanmoins penser que le gouvernement y a prêté une certaine attention. Il est vrai que « la manne financière que représentent les Érythréens de la diaspora leur garantit que leurs vues ne seront pas totalement ignorées par le gouvernement » (*ibid.*, p.173-174).

D'autres recherches sur des sites diasporiques, ayant pour théâtre des contextes géopolitiques fort différents, viennent tempérer l'enthousiasme d'analyses louant la façon dont, grâce au cyberspace, des émigrés « ordinaires » peuvent construire des sphères publiques en mesure de peser sur la vie politique de leur pays d'origine.

Ce qui est relativisé, c'est d'abord le caractère « ordinaire » des usagers du web diasporique. Ainsi, Misty L. Bastian, étudiant, à la fin des années 1990, une liste de discussion de la diaspora nigériane, Naijanet, où sont, entre autres choses, décryptées les arcanes de la politique de l'État nigérian, décrit-il les échanges se déroulant sur la liste, abritée par le MIT au départ, comme étant largement dominés par de jeunes hommes résidant aux États-Unis ayant fait ou étant en train de faire leurs études supérieures, capables de s'exprimer et en anglais et dans une des langues vernaculaires du Nigeria (Bastian, 1999).

Ce qui est également relativisé, c'est la capacité des sites web à donner naissance à des sphères publiques alternatives. Une analyse des sites créés par la diaspora somalienne souligne que ceux-ci – pour la plupart destinés à renforcer « le sens de telle ou telle communauté », à mettre en valeur tel homme politique, où abondent commentaires et opinions, mais où la « véracité » des informations n'est pas toujours garantie –, loin de garantir le débat public en Somalie, participent plutôt à la « fragmentation de la société somalienne » (Issa-Salwe, 2006, p.58-65)¹⁸.

¹⁸ Je suis redevable à Houssein Charmarkeh pour cette référence. Notons que d'autres recherches consacrées aux sites web somaliens débouchent sur des analyses largement divergentes. Ainsi

D'autres chercheurs, Mark Graham et Shahram Khosravi, travaillant sur les sites web de la diaspora iranienne, mettent en avant les « faiblesses » du cyberspace en tant que « sphère politique alternative ». Leurs analyses convergent avec les arguments exposés plus haut. Le cyberspace de la diaspora iranienne est, expliquent-ils, d'abord, « dominé par une petite élite vivant dans les sociétés euro-américaines ». C'est donc à partir du territoire des anciennes puissances coloniales, qui « ont joué un rôle déterminant dans l'histoire de l'Iran », que la diaspora s'efforce, via internet, « d'influencer la situation en Iran ». Le cyberspace de la diaspora iranienne est par ailleurs loin de former « une sphère publique », mais donne plutôt corps à « de nombreuses sphères aux degrés d'ouverture variables ». « Le spectre des philosophies et programmes politiques est énorme », marqué par de fortes oppositions idéologiques, mais aussi, dans l'ensemble, par une grande absence de « dialogue actif » entre les différents groupes politiques présents sur le web (Graham et Khosravi, 2002, p.233 et 242).

Il ne s'agit pas ici de sous-estimer l'importance que peuvent avoir les espaces de discussion diasporiques créés sur internet pour le pays d'origine, en particulier quand celui-ci est soumis à un régime autoritaire. Mais encore faut-il en comprendre la nature pour en saisir à la fois la portée et les limites.

Saisir la portée et les limites de ces espaces de discussion, c'est ce qu'essaie de faire Angel Adams Parham en s'interrogeant sur l'expérience de la diaspora haïtienne aux États-Unis. Les forums sur internet offrent aux émigrés et aux exilés, estime-t-il, des espaces à partir desquels « analyser de façon critique ou exprimer une opposition aux politiques menées par les États de leurs pays d'origine ». Mais, est-ce que le fait de pouvoir « exprimer ses opinions à d'autres géographiquement distants » suffit pour espérer avoir une quelconque influence sur le pays quitté ? Trop de recherches sur les sites internet créés par les « groupes ethniques » souffrent, aux yeux de l'auteur, d'être menées en se limitant aux seules observations *online* et tendent de cette façon à postuler l'importance du « rôle social et politique » qu'ont ces sites « sans présenter de preuves convaincantes pour appuyer leurs affirmations ». Ce qui est ainsi ignoré par ces recherches, ce sont en particulier les modes d'articulation, quand ils existent, des échanges *online* avec des réseaux *offline* (Parham, 2004, p.202-204).

Or, l'articulation des réseaux *online* aux réseaux *offline* est, selon lui, une condition essentielle pour que les technologies de l'information et de la

Jennifer M. Brinkerhoff s'efforce-t-elle de montrer, à travers l'étude de Somalinet.com, qu'internet, par sa capacité à alimenter « une identité partagée » à travers l'échange, peut être un outil utile « pour décourager les conflits dans le monde réel » (Brinkerhoff, 2006, p.26).

communication puissent être utilisées aux fins de « se mobiliser autour de questions ou projets spécifiques ». À titre d'illustration, il décrit dans son article l'expérience sans lendemain de la Coalition of Haitians for Advancement of Haiti (la Coalition des Haïtiens pour le progrès d'Haïti), ne reposant que sur des échanges en ligne, à laquelle il oppose le succès d'autres forums diasporiques haïtiens, reposant sur des groupes organisés en réseaux ayant des interactions localisées régulières, qui ont pu développer des initiatives plus concluantes, sous la forme, par exemple, de lettres ouvertes envoyées au gouvernement de l'île (*ibid.*, p.203, 213-214)¹⁹.

Si différentes études ont été réalisées depuis la deuxième moitié des années 1990 sur la manière dont internet offrait aux groupes minoritaires la possibilité d'exprimer leur voix, peu se sont penchées sur les conditions leur permettant d'être largement entendus.

L'une de ces études est celle que consacre l'anthropologue Mark P. Whitaker à l'agence d'information sur internet Tamilnet.com qui, depuis la seconde moitié de la décennie 1990, documente la réalité de la minorité tamoule au Sri Lanka et, au-delà, traite, avec un point de vue tamoul, des conflits qui secouent ce pays. L'auteur montre avec clarté comment afin de d'essayer de peser sur la situation politique du Sri Lanka, l'agence de nouvelles a dû composer avec les logiques socioéconomiques qui régulent la circulation internationale de l'information dans le monde (Whitaker, 2004).

Financée par les Tamouls de la diaspora, Tamilnet.com repose sur un réseau de correspondants locaux au Sri Lanka, rémunérés, qui envoient par courriel leurs articles en tamoul à des rédacteurs ou traducteurs bilingues, bénévoles, aux États-Unis, en Europe, à Colombo ou en Australie qui les retravaillent avant qu'ils ne soient publiés en tamoul et en anglais sur le site de l'agence supervisé par des « webmasters *offshore* » (*ibid.*, p.477, 484).

Destinée à contrer « le monopole des médias locaux détenu par l'État sri lankais », Tamilnet.com a décidé de rompre avec la rhétorique propagandiste à laquelle ont recours nombre de médias de la diaspora tamoule, souvent sous contrôle des Tigres tamouls (les Liberation Tigers of Tamil Eelam), pour adopter une politique d'information aussi factuelle que possible, plus difficile à contrer car plus difficile à réfuter (*ibid.*, p.491). L'objectif est aussi de toucher un public plus vaste que celui de l'État sri lankais ou des minorités tamoules réparties dans le monde.

¹⁹ Pour une autre analyse soulignant la nécessaire articulation des réseaux *online* avec les réseaux *offline*, voir le texte de Mihaela Nedelcu dans ce volume.

Convaincus que pour animer une « “sphère publique” alternative » tamoule, il ne suffit pas « d’inonder l’État sri lankais ou le globe » de discours militants, les responsables de Tamilnet.com s’efforcent de fait d’intéresser les principaux médias du monde, en particulier anglophones, afin de voir leurs nouvelles largement relayées au-delà des cercles tamouls (*ibid.*, p.491).

Tenant compte de la nécessité pour se faire entendre par les « médias dominants » opérant dans un environnement « commercial » d’avoir recours au même « style discursif dominant » que celui qu’ils utilisent, Tamilnet.com s’efforce d’offrir des informations aussi « objectives », « neutres », « factuelles » que possible. Il ne s’agit pas pour l’agence tamoule de « singer [les pratiques] du journalisme occidental », mais d’être un « modèle » en termes de « véracité », capable de battre, sur son terrain de prédilection, les AP, Reuters ou BBC. Non sans succès puisque celles-ci, fait révélateur, puisent volontiers dans ses nouvelles et photos libres de droit pour informer leurs publics sur le Sri Lanka (*ibid.*, p.488).

Ce travail rappelle ainsi utilement combien il est important de prendre en considération dans l’analyse des communications transnationales que mettent en œuvre les diasporas l’environnement socioéconomique, en plus de politique, où se déroulent celles-ci.

Conclusion

Il faut, à l’issue de cette synthèse théorique, se montrer prudent. Le savoir, relativement jeune, produit sur la relation qu’entretiennent les diasporas avec les technologies de l’information et de la communication reste largement redevable aux contextes spécifiques des terrains sur lesquels ont été conduites les recherches.

L’état des connaissances que nous nous sommes efforcés de retracer n’en met pas moins en lumière certains des écueils qui guettent ceux qui analysent les communications diasporiques. Nombreuses sont en particulier les études menées dans ce champ qui sont sous-tendues par une vision quelque peu enchantée du rôle que peut avoir internet en la matière. Le web n’est-il pas représenté tour à tour comme ayant entraîné une révolution dans les communications à distance de ces populations, comme le creuset de nouvelles formes de sociabilités transfrontières, comme le lieu d’émergence de communautés transnationales, ou encore comme ayant rendu possible l’avènement d’un nouvel ordre démocratique permettant aux minorités d’élever leur voix ?

À rebours de cette vision enchantée, l'état des savoirs qui a été exposé ici convie, pour commencer, à davantage mettre en perspective le rôle que jouent aujourd'hui les nouvelles technologies pour les migrants par rapport à celui qu'ont pu jouer d'autres formes, plus anciennes, de mise en relation transnationale.

De même, la synthèse théorique proposée dans cet article incite-t-elle à ne pas ériger la figure du « migrant connecté » ou celle du « migrant *online* » (Diminescu, 2005 ; Nedelcu, 2009), qui irriguent la littérature, en condition ontologique. Le risque est grand, en privilégiant les expériences des migrants connectés et en négligeant celles des migrants sans connexion, de donner une image des plus tronquées des réalités de la migration²⁰.

Cet état des lieux théorique invite également à rompre avec le vocabulaire de la communauté qui imprègne tant de textes et à lui préférer des analyses soucieuses de rendre compte, dans toute leur complexité, des interactions socioculturelles qu'activent, au sein des populations en mouvement, les TIC.

Ce sont aussi les relations de pouvoir qui structurent le champ migratoire qui ont été soulignées dans le présent texte. Il est d'autant plus important de les considérer qu'elles ne sont bien évidemment pas sans conséquences sur la manière dont les TIC sont, dans ce champ, mobilisées.

Enfin, les travaux évoqués ici montrent combien la dimension économique du web diasporique reste, de façon un peu surprenante, très largement négligée : comme si le cyberspace permettait, par magie, d'échapper aux contraintes que cette dimension implique. Or, si internet offre à de nombreux groupes diasporiques une plateforme à partir de laquelle s'efforcer de faire entendre leur voix, au sein des pays de résidence comme à l'attention des pays d'origine, il n'en est pas moins structuré par des logiques socioéconomiques qu'il serait nécessaire d'intégrer plus fermement dans l'analyse.

Références bibliographiques

- ACKAH W. et J. NEWMAN, 2003, « Seventh Day Adventists on and offline. Problematising the virtual communities discourse », dans K. H. KARIM (dir), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, pp.203-214.
- AKSOY A. et K. ROBINS, 2003, « Banal transnationalism. The difference that television makes », Working Paper for the ESRC Transnational Communities

²⁰ Voir, en contrepoint à ces figures du migrant connecté ou *online*, le texte de Dana Diminescu et de Matthieu Renault dans ce volume.

Tristan MATTELART

- Programme at Oxford University, WPTC-02-08, in <http://www.transcomm.ox.ac.uk>, 23 p., reproduit dans K. H. KARIM (dir), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, pp.89-104.
- ANDERSON B., 1996, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte. Traduction de *Imagined Communities*, Londres, Verso, 1983.
- APPADURAI A., 1996, *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- BARRÉ R., V. HERNANDEZ, J.-B. MEYER et D. VINCK, 2003, *Diasporas scientifiques. Comment les pays en développement peuvent-ils tirer parti de leurs chercheurs et de leurs ingénieurs expatriés ?*, Paris, IRD Éditions, 2003.
- BASCH L., N. GLICK SCHILLER et C. SZANTON BLANC, 1994, *Nations unbound. Transnational projects, postcolonial predicaments, and deterritorialized nation-states*, Amsterdam, Gordon and Breach Publishers.
- BENITEZ J. L., 2006, « Transnational dimensions of the digital divide among Salvadoran immigrants in the Washington DC metropolitan area », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.181-199.
- BERNAL V., 2006, « Diaspora, cyberspace and political imagination : The Eritrean diaspora online », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.161-179.
- BRINKERHOFF J. M., 2006, « Digital diasporas and conflict prevention : The case of Somalinet.com », *Review of International Studies*, vol.32, n°1, pp.25-47.
- CALOGIROU C. et N. ANDRÉ, 1997, « Les usages sociaux du téléphone dans les familles d'origine immigrée », *Réseaux*, n°82/83, pp.187-203.
- CARDENAS TORRES M., 2003, « Las comunidades virtuales de migrantes en los Estados Unidos, su impacto y su vinculación con el lugar de origen. El caso de San Martín de Bolaños, México », 29 p., disponible à <http://www.sanmartinjalisco.com/sanmartin.htm>.
- CHAN B., 2006, « Virtual communities and Chinese national identity », *Journal of Chinese Overseas*, vol.2, n°1, pp.1-32.
- CHAN B., 2005, « Imagining the homeland : The internet and diasporic discourse of nationalism », *Journal of Communication Inquiry*, vol.29, n°4, pp.336-368.

- CHIVALLON C., 2006, « Introduction. Diaspora : ferveur académique autour d'un mot », dans W. BERTHOMIÈRE et C. CHIVALLON (dir), *Les diasporas dans le monde contemporain. Un état des lieux*, Karthala-MSHA, Paris-Pessac, pp.15-27.
- CHOPRA R., 2006, « Global primordialities : Virtual identity politics in online Hindutva and online Dalit discourse », *New Media and Society*, vol.8, n°2, pp.187-206.
- DAHAN M. et G. SHEFFER, 2001, « Ethnic groups and distance shrinking communication technologies », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.7, n°1, pp.85-107.
- DE LEEUW S. et I. RYDIN, 2007, « Diasporic mediated spaces », dans O. G. BAILEY, M. GEORGIOU et R. HARINDRANATH (dir), *Transnational lives and the media. Re-imagining diaspora*, Palgrave, Londres, pp.175-194.
- DIMINESCU D., 2005, « Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique », *Migrations/Société*, vol.17, n°102, pp.275-292, reproduit in <http://www.ticm.msh-paris.fr>, 16 p.
- DIMINESCU D., 2002, « L'usage du téléphone portable par les migrants en situation précaire », *Hommes et migrations*, n°1240, novembre-décembre, pp.66-81, reproduit in <http://www.ticm.msh-paris.fr>, 14 p.
- DUFOIX S., 2003, *Les diasporas*, Paris, Presses universitaires de France.
- GILROY P., 1993, *The Black Atlantic. Modernity and Double Consciousness*, Cambridge, Harvard University Press.
- GILROY P., 1987, « *There Ain't No Black in the Union Jack* ». *The Cultural Politics of Race and Nation*, Chicago, The University of Chicago Press.
- GEORGIOU M., 2006, *Diaspora, identity and the media. Diasporic transnationalism and mediated spatialities*, Cresskill, Hampton Press.
- GEORGIOU M., 2002, « Les diasporas en ligne : une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes et migrations*, n°1240, novembre-décembre, pp.10-18.
- GLICK SCHILLER N., 2005, « Transnational social fields and imperialism : Bringing a theory of power to Transnational Studies », *Anthropological Theory*, vol.5, n°4, pp.439-461.
- GLICK SCHILLER N., L. BASCH et C. SZANTON BLANC, 1995, « From immigrant to transmigrant : Theorizing transnational migration », *Anthropological Quarterly*, vol.68, n°1, pp.48-63.

- GRAHAM M. et S. KHOSRAVI, 2002, « Reordering public and private in Iranian cyberspace : Identity, politics, and mobilization », *Identities : Global Studies in Culture and Power*, n°9, pp.219-246.
- GUÈYE C., 2002, « Enjeux et rôle des NTIC dans le cas des mutations urbaines : le cas de Touba », dans M.-C. DIOP (dir), *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris-Genève, Karthala-Unrisd, pp.169-222.
- HALL S., 1991, « Old and new identities, old and new ethnicities », dans A. D. KING (dir), *Culture, Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.41-68.
- HALL S., 1990, « Cultural identity and diaspora », dans J. RUTHERFORD (dir), *Community, Culture, Difference*, Londres, Lawrence and Wishart, pp.222-237.
- HANAFI S., 2005, « Reshaping geography : Palestinian community networks in Europe and the new media », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol.31, n°3, pp.581-598.
- HILLER H. H. et T. M. FRANZ, 2004, « New ties, old ties and lost ties : the use of the internet in diaspora », *New Media and Society*, vol.6, n°6, pp.731-752.
- HORST H. A., 2006, « The blessings and burdens of communication : cell phones in Jamaican transnational social fields », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.143-159.
- ISSA-SALWE A. M., 2006, « The Internet and the Somali diaspora : The Web as a new means of expression », *Bildhaan : An International Journal of Somali Studies*, vol.6, art.8, pp.54-67.
- KARIM K. H., 2006, « Nation and diaspora : Rethinking multiculturalism in a transnational context », *International Journal of Media and Cultural Politics*, vol.2, n°3, pp.267-282.
- KARIM K. H., 2003, « Mapping diasporic mediascapes », dans K. H. KARIM (dir), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, pp.1-17.
- LAL V., 1999, « The politics of History on the Internet : Cyber-diasporic Hinduism and the North American Hindu diaspora », *Diaspora. A Journal of Transnational Studies*, vol.8, n°2, pp.137-171.
- MAHLER S. J., 2001, « Transnational relationships : The struggle to communicate across barriers », *Identities*, vol.7, n°4, pp.583-619.

- MALLAPRAGADA M., 2006, « Home, homeland, homepage : Belonging and the Indian-American web », *New Media and Society*, vol.8, n°2, pp.207-227.
- MATTELART T., 2007, « Médias, migrations et théories de la transnationalisation », dans T. MATTELART (dir), *Médias, migrations et cultures transnationales*, Paris-Bruxelles, Ina-De Boeck, pp.13-56.
- MEJIA ESTEVEZ S., 2005, « Transnationalismo a la ecuatoriana : migración, nostalgia y nuevas tecnologías », dans G. HERRERA et al. (dir), *La migración ecuatoriana. Transnationalismo, redes y identidades*, Quito, Flacso-Ecuador, pp.481-491.
- MEYER J.-B., 2008, *La mobilité des compétences dans une société mondiale basée sur les savoirs*, Habilitation à diriger des recherches en Sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris.
- MILLER D. et D. SLATER, 2000, *The internet. An ethnographic approach*, Oxford, Berg.
- MITRA A., 2005, « Creating immigrant identities in cybernetic space : Examples from a non-resident Indian website », *Media, Culture and Society*, vol.27, n°3, pp.371-390.
- MITRA A., 1997, « Virtual commonality : Looking for India on the Internet », dans S. G. JONES (dir), *Virtual culture. Identity and communication in cybersociety*, Londres, Sage, pp.55-79.
- NAVARRETE A. et E. HUERTA, 2006, « Buiding virtual bridges to home : The use of the internet by transnational communities of migrants », *International Journal of Communications Law and Policy*, automne, 20 p., disponible à http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=949626.
- NEDELCOU M., 2009, *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan.
- NEDELCOU M. (dir), 2004, *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles*, Paris, L'Harmattan.
- PANAGAKOS A. N. et H. A. HORST, 2006, « Return to Cyberia : technology and the social world of transnational migrants », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.109-124.
- PARHAM A. A., 2004, « Diaspora, community and communication : Internet use in transnational Haiti », *Global Networks*, vol.4, n°2, pp.199-217.

- PASQUIER D., 2001, « "La famille, c'est un manque". Enquête sur les nouveaux usages de la téléphonie dans les familles immigrées », *Réseaux*, n°107, pp.181-208.
- PORTES A., L. E. GUARNIZO et P. LANDOLT, 1999, « The study of transnationalism : Pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, vol.22, n°2, pp.217-237.
- PROULX S., 2008, « Des nomades connectés : vivre ensemble à distance », *Hermès*, n°51, pp.155-160.
- RAMIREZ J. P., 2007, « "Aunque sea tan lejos nos vemos todos los días" : Migración transnacional y uso de nuevas tecnologías de comunicación », dans C. ALBORNOZ et al. (dir), *Los usos de internet : Comunicación y sociedad*, Quito-Ottawa, Flacso-CRDI, pp.7-64.
- ROBINS K., 2001, « Au-delà de la communauté imaginée ? Les médias transnationaux et les migrants turcs en Europe », *Réseaux*, vol.19, n°107, pp.15-36.
- RYDIN I. et U. SJÖBERG, 2008, « Internet as a communicative space for identity construction among diaspora families in Sweden », dans I. RYDIN et U. SJÖBERG (dir), *Mediated crossroads. Identity, youth culture and ethnicity. Theoretical and methodological challenges*, Göteborg, Nordicom, pp.193-214.
- SAYAD A., 1985, « Du message oral au message sur cassette. La communication avec l'absent », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°59, pp.61-72.
- SCHEIN L., 2004, « Forced transnationality and oppositional cosmopolitanism », dans M. P. SMITH et L. E. GUARNIZO (dir), *Transnationalism from below*, Transaction Publishers, New Brunswick, pp.291-313.
- SCOPSI C., 2004, « Représentation des TIC et multiterritorialité : le cas des télé- et cyberboutiques de Château rouge, à Paris », dans A. CHÉNEAU-LOQUAY (dir), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris-Pessac, Karthala-MSHA, pp.275-293.
- SIAPERA E., 2006, « Multiculturalism online : The Internet and the dilemmas of multicultural politics », *European Journal of Cultural Studies*, vol.9, n°5, pp.5-24.
- SKOP E. et P. C. ADAMS, 2009, « Creating and inhabiting virtual places : Indian immigrants in cyberspace », *National Identities*, vol.11, n°2, pp.127-147.

- SMITH R. C., 2004, « Transnational localities : Community, technology and the politics of membership within the context of Mexico and US migration », dans M. P. SMITH et L. E. GUARNIZO (dir), *Transnationalism from below*, Transaction Publishers, New Brunswick, pp.196-238.
- SMITH R. C., 2002, « Actual and possible uses of cyberspace by and among states, diasporas and migrants », 16 p. dans « Virtual diasporas and global problem solving project papers », disponible à <http://www.nautilus.org/gps/virtual-diasporas/paper/SmithPaper.html>.
- SREBERNY A., 2005, « “Not only, but also” : Mixedness and media », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol.31, n°3, pp.433-598.
- STEBIG J. et Y. DEVERIN, 2008, « L'appropriation des TIC par les diasporas. L'exemple d'un cybercafé du quartier “Hackney” à Londres », *Netcom*, vol.22, n°1-2, pp.127-144.
- TALL S. M., 2002, « Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication », dans M.-C. DIOP (dir), *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris-Genève, Karthala-Unrisd, pp.223-261.
- TARRIUS A., 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
- TÖLÖLYAN K., 1991, « The Nation-State and its Others : In lieu of a preface », *Diaspora. A Journal of Transnational Studies*, vol.1, n°1, pp.3-7.
- TSALIKI L., 2003, « Globalization and hybridity. The construction of Greekness on the Internet », dans K. H. KARIM (dir), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, pp.162-176.
- VAN DEN BOS. M. et L. NELL, 2006, « Territorial bounds to virtual space : transnational online and offline networks of Iranian and Turkish-Kurdish immigrants in the Netherlands », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.201-220.
- VERTOVEC S., 2004, « Cheap calls : The social glue of migrant transnationalism », *Global Networks*, vol.4, n°2, pp.219-224.
- WHITAKER M. P., 2004, « Tamilnet.com : Some reflections on popular anthropology, nationalism and the internet », *Anthropological Quarterly*, vol.77, n°3, pp.469-498.
- WILDING R., 2006, « “Virtual” intimacies ? Families communicating across transnational contexts », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp.125-142.

Tristan MATTELART

WIMMER A. et N. GLICK SCHILLER, 2002, « “Methodological nationalism” and beyond : Nation-state building, migration and the social sciences », *Global Networks*, vol.2, n°4, pp.301-334.

WONG L., 2003, « Belonging and diaspora : The Chinese and the internet », *First Monday*, vol.8, n°4, 16 p., disponible à <http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/1045/966>.